

Division de la recherche et de la statistique

Exploration du recours à des mesures extrajudiciaires pour les jeunes qui entrent en contact avec la police

Natacha Bourgon, Division de la recherche et de la statistique

Mars 2025

Ministère de la Justice Canada | Department of Justice Canada

Canada

Les informations contenues dans cette publication ou ce produit peuvent être reproduites, en partie ou en totalité, et par quelque moyen que ce soit, à des fins personnelles ou publiques non commerciales, sans frais ni autre autorisation, sauf indication contraire.

Vous êtes prié de :

- faire preuve de diligence raisonnable pour s'assurer de l'exactitude des documents reproduits ;
- indiquez le titre complet des documents reproduits, ainsi que l'organisation de l'auteur ; et
- indiquer que la reproduction est une copie d'un ouvrage officiel publié par le gouvernement du Canada et qu'elle n'a pas été produite en collaboration avec le gouvernement du Canada ou avec son approbation.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec l'autorisation écrite du ministère de la Justice du Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le ministère de la Justice du Canada à l'adresse suivante : www.justice.gc.ca.

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Justice et procureur général du Canada, 2025

Exploration du recours à des mesures extrajudiciaires pour les jeunes qui entrent en contact avec la police

J4-181/2025F-PDF
ISBN 978-0-660-78748-0

Remerciements

L'auteur tient à remercier le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités (CCSJSC) de Statistique Canada, dont les données sont fondées dans le présent document.

Nous remercions également les collègues du Comité de coordination fédéral-provincial-territorial des hauts fonctionnaires – Justice pour les jeunes, collègues du ministère de la Justice pour la jeunesse, à savoir Lysiane Paquin-Marseille, Moises Rodriguez, Charbel Saghbini, Nadine Badets, Chloé Perreault, Lise-Anne Wheeler et Sébastien April, ainsi qu'un certain nombre d'experts en la matière du CCSJSC qui ont partagé leur expertise et leurs conseils en examinant le présent rapport.

Table des matières

Remerciements **3**

Table des matières **4**

Faits saillants **5**

1 Introduction 8

2 Méthodologie 9

2.1 Limites 9

3 Arrière-plan 11

4 Résultats 14

4.1 Dans quelle mesure les jeunes qui entrent en contact avec la police sont-ils déjudiciarisés par les MEJs ? 14

4.2 Quels types d'MEJs sont les plus et les moins fréquemment utilisés ? 16

4.3 Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle selon le type d'infraction ? 20

4.4 Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle entre les régions urbaines et rurales ? 24

4.5 Y a-t-il des différences entre les provinces et les territoires dans l'utilisation des MEJs ? 28

5 Discussion 31

6 Conclusion 34

Références **36**

Annexe I – Abréviations 38

Annexe II – Tableaux de données 39

Tableau 1. Nombre de jeunes accusés déclarés par la police, selon le statut d'auteur présumé, le groupe d'infractions et la province ou le territoire, 2010 à 2021. 39

Tableau 2. Taux de jeunes auteurs présumés déclarés par la police, selon le statut d'auteur présumé, le groupe d'infractions et la province ou le territoire, 2010 à 2021. 43

Tableau 3. Nombre et taux de jeunes auteurs présumés déclarés par la police, selon le statut d'auteur présumé, et province et territoire, 2010 à 2021. 47

Tableau 4. Nombre et taux de jeunes auteurs présumés déclarés par la police, selon le statut de l'auteur présumé et la région, 2011 à 2021. 52

Faits saillants

La *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, la loi fédérale qui régit le système de justice pénale pour les jeunes, a été mise en œuvre en 2003 dans le but de réduire le recours excessif aux tribunaux et à l'incarcération en augmentant le recours aux interventions à l'extérieur des tribunaux, aussi appelées déjudiciarisations. À cette fin, la Loi encourage les policiers à exercer leur pouvoir discrétionnaire en recourant aux mesures extrajudiciaires (MEJs) comme solution alternative à l'accusation d'un jeune d'une infraction criminelle. Les MEJs comprennent des actions telles que des avertissements verbaux, des mises en garde écrites, des renvois à un programme communautaire et des renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires[1].

La présente étude a examiné les tendances de l'utilisation des MEJs de 2010 à 2021 à l'aide des statistiques sur les crimes déclarés par la police par les services de police de partout au pays dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada. Les principales constatations sont présentées ci-dessous :

- Un examen des tendances au fil du temps montre que le taux de jeunes déjudiciarisés par le biais des MEJs a suivi une tendance à la baisse semblable à celle du taux de criminalité chez les jeunes [2]; Plus précisément, le taux de jeunes déjudiciarisés par les MEJs a diminué de 74 %, passant de 1 261 pour 100 000 jeunes en 2010 à 329 pour 100 000 jeunes en 2021.

- De 2010 à 2021, en moyenne, plus de la moitié (54 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police n'ont pas été inculpés, c'est-à-dire qu'ils ont été déjudiciarisés par des MEJs (32 %) ou ont été classé par d'autres moyens[3] (22 %).
    - Le pourcentage de jeunes déjudiciarisés par les MEJs est resté plutôt stable au fil des ans, allant de 32 % à 34 % jusqu'en 2017, date à laquelle une tendance à la baisse a commencé, le pourcentage atteignant 28 % en 2021 ; Une augmentation correspondante a été observée du pourcentage de jeunes classés par d'autres moyens, passant de 20 % en 2015 à 26 % en 2021.

- Les avertissements verbaux étaient le type de MEJ le plus souvent signalé, représentant les deux tiers (64 %; 296 736) de tous les jeunes déjudiciarisés, suivis des renvois à un programme

[1] Une sanction extrajudiciaire est un type plus formel de MEJ et peut être appliquée conformément à un programme approuvé. Des sanctions extrajudiciaires peuvent être imposées lorsqu'un jeune ne peut pas être traité adéquatement par d'autres types de MEJs en raison de la gravité de l'infraction, de la nature et de l'étendue des infractions commises antérieurement ou de toute autre circonstance aggravante. Les sanctions extrajudiciaires sont des conditions qu'un jeune doit remplir en dehors du processus judiciaire. Ces sanctions peuvent prendre différentes formes, comme la participation à des programmes spécialisés, le dédommagement de la victime et la réalisation de travaux communautaires.

[2] Le taux de criminalité chez les jeunes a généralement diminué au cours des dernières décennies, passant de 8 207 pour 100 000 jeunes âgés de 12 à 17 ans en 2003 à 2 305 en 2021. Il convient de noter que, depuis le moment de l'analyse des données et de la production de ce rapport, de nouvelles données policières de 2022 et de 2023 ont été diffusées, qui indiquent une augmentation de la criminalité chez les jeunes depuis 2021 (la dernière année de la période à l'étude).

[3] Un jeune est « classé par d'autres moyens » lorsque la police estime qu'il y a suffisamment d'éléments de preuve pour porter une accusation en lien avec l'affaire connexe, mais que le jeune est traité par d'autres moyens, comme la décision de la police de ne rien faire ou, dans les circonstances où le jeune s'est suicidé ou est décédé (non par suicide), le décès du plaignant ou du témoin, pour des raisons indépendantes de la volonté du ministère (politiques), l'immunité diplomatique, le jeune a été interné dans un établissement de santé mentale, le jeune se trouvait à l'extérieur du Canada et ne pouvait pas être renvoyé, la victime ou le plaignant n'a demandé aucune autre mesure, le jeune a été impliqué dans d'autres incidents, le jeune a déjà été condamné et le pouvoir discrétionnaire du ministère.

de sanctions extrajudiciaires (14 %; 63 531) et des mises en garde écrites (12 %; 57 181). Le type de MEJ le moins souvent signalé était les renvois vers un programme communautaire (10 %; 47 198).

- Les MEJs ont été utilisées pour tous les types d'infractions (c.-à-d. les crimes violents[4], les crimes contre les biens[5], les infractions relatives aux drogues et les autres infractions[6]), bien qu'elles aient été plus souvent utilisées pour les infractions sans violence.
    - Plus de la moitié (51 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions relatives aux drogues ont été déjudiciarisés par des MEJs, soit la proportion la plus élevée de tous les types d'infractions (comparativement à 41 % des jeunes ayant été en contact pour des infractions contre les biens ; 25 % pour des crimes violents ; 18 % pour d'autres infractions).
    - Les renvois vers un programme communautaire étaient plus fréquemment utilisés chez les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions liées aux drogues (13 % de ces jeunes) et à des infractions contre les biens (12 % de ces jeunes ; comparativement à 8 % des jeunes ayant été en contact avec des criminels violents et à 3 % pour d'autres infractions).
    - Les renvois vers un programme de sanctions extrajudiciaires étaient plus fréquemment utilisés chez les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison de crimes violents (17 % de ces jeunes, comparativement à 15 % des jeunes ayant été en contact pour des infractions en matière de drogues, 13 % pour des infractions contre les biens et 7 % pour d'autres infractions).
    - Les MEJs étaient moins souvent utilisés chez les jeunes impliqués dans d'autres infractions (18 %) ; Une proportion élevée (67 %) des jeunes impliqués dans d'autres infractions ont été inculpés par la police.

- Les régions rurales ont davantage recours aux avertissements verbaux, aux mises en garde écrites et aux renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires que dans les régions urbaines. Alors que les renvois à un programme communautaire étaient plus susceptibles d'être utilisés dans les régions urbaines de 2010 à 2019, cette tendance s'est inversée en 2020 et en 2021, une utilisation plus importante ayant été observée dans les régions rurales.

- La région de l'Atlantique, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont généralement observé des pourcentages plus élevés d'utilisation des MEJs par rapport à ceux observés dans l'ensemble du Canada, tandis que la région des Prairies et le Québec ont observé des pourcentages plus faibles d'utilisation des MEJs.
    - Par rapport aux tendances nationales :
        - Terre-Neuve-et-Labrador, ainsi que la Colombie-Britannique, ont enregistré un recours plus élevé aux avertissements verbaux ;

[4] Les crimes violents comprennent les infractions telles que l'homicide, la tentative de meurtre, le vol qualifié, l'agression sexuelle, les infractions relatives aux services sexuels et autres infractions sexuelles, les voies de fait majeures, les voies de fait simples, les menaces, le harcèlement criminel et d'autres crimes contre les personnes.
[5] Les crimes contre les biens comprennent les infractions telles que le vol, le vol de véhicules à moteur, l'introduction par effraction, la fraude, le méfait, la possession de biens volés et d'autres crimes contre les biens.
[6] Les « autres infractions » comprennent d'autres *infractions au Code criminel*, comme les infractions contre l'administration de la justice et le fait de troubler la paix, les infractions aux lois fédérales et les infractions au *Code criminel*.

        - L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré un recours plus élevé aux renvois à un programme communautaire ;
        - Le Nouveau-Brunswick a enregistré un recours plus élevé aux sanctions extrajudiciaires ;
        - Le Québec a également enregistré un recours plus élevé aux sanctions extrajudiciaires, mais très peu aux mises en garde écrites ;
        - L'Ontario a enregistré un recours plus élevé aux mises en garde écrites ainsi qu'aux renvois à un programme communautaire ; et
        - Les Prairies, en particulier le Manitoba et la Saskatchewan, ont enregistré un recours plus élevé aux mises en garde écrites.
    - La région des Prairies, le Québec et la Colombie-Britannique ont tous observé des pourcentages plus élevés de jeunes classés par d'autres moyens.

- Malgré un volume et une gravité plus élevée de crimes commis par des jeunes[7], les territoires ont observé des pourcentages beaucoup plus faibles de jeunes inculpés et des pourcentages plus élevés de jeunes déjudiciarisés par voie des MEJs ainsi que ceux classés par d'autres moyens, par rapport à ceux observés dans l'ensemble du Canada. Les territoires ont enregistré un recours plus élevé aux avertissements verbaux et aux avertissements écrits.

Les principales limites de l'étude sont les suivantes : l'absence de données désagrégées sur l'identité autochtone, noire et racisée du jeune ; l'incapacité d'examiner les tendances de la MEJ de décider de ne plus porter d'action légale contre le jeune, appliquée de la police ; et le manque de données disponibles sur les MEJs pendant les procédures judiciaires.

Dans l'ensemble, les résultats de l'étude mettent en évidence certains changements positifs apportés par la LSJPA, comme le recours à des mesures de déjudiciarisation par l'application MEJs plutôt que la poursuite de procédures officielles plus punitives, en particulier pour les infractions moins graves. Le ministère de la Justice continuera de surveiller les tendances en matière de criminalité chez les jeunes, y compris les tendances en matière de déjudiciarisation avant le dépôt d'accusations, et d'explorer des moyens de remédier aux limites de l'étude.

[7] Il est important de noter qu'en raison de la petite taille de la population, les territoires sont plus susceptibles aux fluctuations et aux différences plus marquées dans leurs taux de criminalité et leur IGC que les provinces. Toutefois, ces différences sont moins liées à la gravité de la criminalité qu'au nombre de crimes déclarés (c.-à-d. qu'une proportion plus élevée de crimes moins graves sont déclarés dans les territoires que dans le reste du Canada). (Statistique Canada, 2009)

1 Introduction

Au Canada, le système de justice pénale pour les jeunes (SJP) est régi par la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), une loi fédérale qui s'applique aux jeunes de 12 à 17 ans qui entrent en contact avec le SJP. La LSJPA est entrée en vigueur le 1er avril 2003, remplaçant une loi plus punitive, la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LSJPA).[8] La LSJPA reconnaît que les jeunes sont encore à un stade de développement en raison de leur manque de maturité, de leur niveau de dépendance accru et de leurs besoins uniques. La Loi a été mise en œuvre dans le but de réduire le recours excessif aux tribunaux et à l'incarcération en mettant davantage l'accent sur les interventions à l'extérieur des tribunaux. La Loi favorise les interventions communautaires précoces et efficaces, la réadaptation et la réinsertion sociale, tout en tenant les jeunes responsables de leur comportement délinquant. L'une des façons dont la Loi permet la réalisation de ces principes est le recours à des mesures extrajudiciaires (MEJs)[9].

En vertu de la partie I de la LSJPA, un certain nombre de dispositions encouragent les policiers à exercer leur pouvoir discrétionnaire d'utiliser les MEJs, le cas échéant, comme moyen alternatif d'inculper un jeune d'une infraction criminelle. Selon la *LSJPA,* les MEJs sont présumées suffisantes pour tenir un jeune responsable de ses actes lorsque celui-ci a commis une infraction sans violence et qu'il n'a pas été condamné auparavant. Cela dit, rien n'empêche leur utilisation lorsqu'il s'agit d'un jeune qui a déjà été traité par l'utilisation de MEJ ou qui a déjà été reconnu coupable d'un crime[10].

Les MEJs comprennent un certain nombre de mesures, notamment : ne prendre aucune autre mesure (c.-à-d. que l'agent de police décide qu'il n'y a pas lieu d'intervenir davantage à la suite d'un incident), recevoir des avertissements verbaux, envoyer des mises en garde écrites, être renvoyés à des programmes communautaires et imposer des sanctions extrajudiciaires. Les sanctions extrajudiciaires, qui peuvent être utilisées avant ou après l'inculpation, sont le type de MEJ le plus formel en raison de leurs conséquences juridiques potentielles[11], et sont utilisées lorsque d'autres formes de MEJs ne sont pas jugées adéquates pour tenir un jeune responsable.

En vertu de l'article 5 de la LSJPA, l'utilisation des MEJs vise à : fournir une réponse efficace et rapide aux comportements criminels en dehors des limites des mesures judiciaires ; reconnaître et corriger le préjudice causé à la victime et à la communauté ; encourager la participation des familles, des victimes et d'autres membres de la communauté ; donner à la victime la possibilité de participer aux décisions ; respecter les droits et libertés des jeunes ; et être proportionnée à la gravité de l'infraction.

Le mois d'avril 2023 a marqué le 20e anniversaire de la LSJPA, ce qui a permis de revenir sur la mise en œuvre d'éléments clés de la loi, comme l'utilisation des MEJs. La présente étude examine les tendances de l'utilisation des MEJs à l'étape des services de police, sur une période de 10 ans, de 2010 à 2021. Afin de mieux contextualiser les tendances relatives à l'utilisation des MEJs, le présent

[8] Pour en savoir plus sur l'évolution du SJP chez les jeunes du Canada, consultez les pages thématiques sur les jeunes du Tableau de bord sur l'état du système de justice pénale à l' https://www.justice.gc.ca/socjs-esjp/fr/Youth/ecyc.
[9] Conformément à l'article 2 de la LSJPA, les MEJs sont des mesures autres que des procédures judiciaires utilisées à l'égard d'un jeune qui aurait commis une infraction. Pour en savoir plus, consultez l'article 3 de la LSJPA, Déclaration de principes.
[10] LSJPA, art. 4.
[11] Si un juene ne se conforme pas à une sanction extrajudiciaire, l'affaire peut être instruite par le processus judiciaire et le défaut de se conformer peut être utilisé comme preuve lors de la détermination de la peine pour une infraction subséquente.

rapport examine d'abord les tendances générales en matière de criminalité chez les jeunes et les pratiques d'inculpation policière (c.-à-d. jeunes inculpés par rapport aux non-inculpés) avant et après la LSJPA (de 1998 à 2021). Le rapport examine plus en détail les incidents ayant donné lieu à une décision de ne pas porter d'accusations contre les jeunes en examinant les tendances plus récentes de l'utilisation des MEJs (2010 à 2021) pour répondre à cinq questions clés : 1) Dans quelle mesure les jeunes qui ont eu un contact avec la police ont-ils été déjudiciarisés par une MEJ ? 2) Quels types de MEJs sont les plus et les moins fréquemment utilisées ? 3) Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle selon le type d'infraction ? 4) Comment l'utilisation de MEJ varie-t-elle entre les régions urbaines et rurales ? et 5) Y a-t-il des différences entre les juridictions dans l'utilisation des MEJs ?

2 Méthodologie

Les données présentées dans ce rapport ont été obtenues par l'intermédiaire de Statistique Canada et recueillies dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), qui recueille des statistiques sur les crimes déclarés par la police auprès des services de police de partout au Canada[12]. Les données examinées comprennent :

- Le taux de criminalité chez les jeunes, c'est-à-dire le nombre de jeunes impliqués dans des affaires déclarées par la police pour 100 000 personnes âgées de 12 à 17 ans. Cela comprend le nombre de jeunes inculpés d'une infraction criminelle par la police (ou recommandés pour une mise en accusation), ainsi que le nombre de jeunes non inculpés. Le taux de jeunes non inculpés comprend les jeunes déjudiciarisés par les MEJs et les jeunes classés par d'autres moyens.
- Le nombre et le taux de quatre types de MEJs utilisés à l'étape des services policiers, à savoir les avertissements verbaux, les mises en garde écrites, les renvois à un programme communautaire et les renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires.

Ces données ont été examinées de 2010 à 2021, dans l'ensemble des provinces et des territoires, ainsi que dans les régions urbaines et rurales[13]. Dans la mesure du possible, l'étude examine également les tendances en fonction de différentes caractéristiques, comme le genre[14] du jeune et le type d'infraction.

2.1 Limitations

Cette étude porte sur l'utilisation des MEJs à l'étape policier. À l'heure actuelle, on ne dispose pas de données sur l'utilisation des MEJs pendant les procédures judiciaires (saisies dans les données sur les tribunaux recueillies dans le cadre de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle de Statistique Canada). Cela signifie que le présent rapport ne rend pas compte des cas où les décisions

[12] Pour plus de détails, veuillez consulter https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3302.
[13] Des données ventilées par région urbaine et rurale ont été fournies pour la période de 2011 à 2021.
[14] Il convient de noter qu'aucune différence n'a été constatée dans l'utilisation des MEJs en fonction du genre des jeunes. Par conséquent, ces constatations n'ont pas été présentées dans le rapport, mais une note est mentionnée dans la discussion.

de la Couronne concernant l'examen préalable à l'inculpation[15] ont donné lieu à l'utilisation d'une MEJ et au rejet des accusations portées par la police ou des accusations recommandées pour diverses raisons, comme des vices de procédure et des éléments de preuve insuffisants pour satisfaire à la norme de probabilité marquée de condamnation[16]. L'absence de données judiciaires signifie également que le rapport ne tient pas compte des cas des jeunes où une conférence en vertu de l'article 19[17] a été convoquée et a mené à une MEJ ou au rejet d'une accusation portée par la police[18].

Une autre limitation notable est la disponibilité de données désagrégées. Dans la mesure du possible, les données examinées ont été ventilées selon les caractéristiques individuelles (c.-à-d. genre, régions rurales et urbaines) et les caractéristiques de l'infraction (c.-à-d. le type d'infraction). Cependant, il n'y a pas d'information sur l'identité autochtone, l'identité noire et l'identité raciale du jeune qui a eu des démêlés avec la police. Cette lacune dans les données est particulièrement importante pour comprendre et aborder la surreprésentation des jeunes autochtones et des jeunes noirs dans le SJP. Il convient de noter que le manque de données désagrégées est un problème plus vaste dans l'ensemble du SJP. Pour combler cette lacune critique dans les données, Statistique Canada et l'Association canadienne des chefs de police ont publié une déclaration en juillet 2020 annonçant leur engagement à travailler ensemble à la production de données mieux désagrégées déclarées par la police afin d'inclure l'identité autochtone, noire et racisée des personnes qui entrent en contact avec la police ; l'Initiative est entrée dans la phase III – Mise en œuvre à l'hiver 2024[19].

Les données du présent rapport saisissent toutes les formes de MEJs, sauf une : les policiers décident de ne pas prendre d'autres actions judiciaire contre le jeune. Cette forme de MEJ est prise en compte dans les données déclarées par la police dans une catégorie « fourre-tout » appelée « classée par d'autres moyens, qui comprend les cas où le jeune est décédé (par suicide ou non par suicide), le décès du plaignant ou du témoin, des raisons indépendantes de la volonté du ministère (politique), l'immunité diplomatique, l'internement du jeune dans un établissement de santé mentale, le jeune se trouvait à l'extérieur du Canada et ne pouvait pas être renvoyé, la victime ou le plaignant n'a demandé

[15] L'examen préalable à l'inculpation, aussi appelé approbation de l'accusation, comprend l'examen de la documentation policière et la décision de la Couronne de porter des accusations (ou d'approuver l'accusation recommandée) ou de ne prendre aucune autre mesure. Des programmes d'examen préalable à l'accusation sont actuellement en place au Québec, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Alberta, bien que d'autres administrations puissent avoir des politiques qui permettent l'utilisation de processus d'examen préalable à l'inculpation. Pour en savoir plus sur les pratiques de filtrage des accusations, consultez le rapport sur les pratiques de filtrage des accusations et les seuils de preuve de la Couronne au Canada (2023) du Comité directeur sur l'efficacité de la justice et l'accès au système de justice pénale.

[16] En 2020, de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police au Canada et qui ont mené à la recommandation du dépôt d'une accusation (26 031 jeunes), 6 % (1 565) ont été refusés par la Couronne dans le cadre du dépistage préalable au chef d'accusation. La majorité de ces cas (98 %) se sont produits au Québec, en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick. Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données sur les tendances.

[17] Une conférence en vertu de l'article 19, qui donne l'occasion aux professionnels, aux intervenants et aux membres de la famille de se réunir avec le jeune pour discuter de l'affaire afin de formuler des recommandations, comme la détermination d'une sanction extrajudiciaire appropriée, pourrait également avoir lieu et mener au rejet d'une accusation policière ou d'une accusation recommandée.

[18] Bien que des conférences en vertu de l'article 19 puissent être convoquées à diverses étapes de la SJP, à l'heure actuelle, les conférences préparatoires à l'inculpation ne sont convoquées qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Pour en savoir plus sur l'utilisation des conférences en vertu de l'article 19, voir Paquin-Marseille et Higgison (2022), Article 19 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Aperçu de l'utilisation des groupes consultatifs au Canada.

[19] Voir l'Initiative de collecte de données sur l'identité autochtone et l'identité racisée déclarée par la police de Statistique Canada, https://www.statcan.gc.ca/fr/consultation/2021/pduc et https://www.statcan.gc.ca/fr/consultation/2021/pduc/rapport-compte-rendu-juillet-2023.

aucune autre mesure, le jeune a été impliqué dans d'autres incidents, le jeune a déjà été condamné et le ministère a exercé son pouvoir discrétionnaire. En d'autres termes, les données ne peuvent pas être désagrégées pour isoler les cas où les jeunes ont été classé par la MEJ que la police ne prenne aucune autre mesure.

Enfin, bien que la LSJPA relève de la responsabilité du gouvernement fédéral, son application et l'administration de la justice pour les jeunes relèvent de la compétence provinciale et territoriale, qui varie d'un bout à l'autre du pays. Par conséquent, une analyse des tendances sectorielles a été effectuée et des constatations de haut niveau sont présentées dans le présent rapport. Il est important de noter qu'en raison des différences entre les politiques et les pratiques propres à chaque province et territoire, il est impossible d'établir des comparaisons entre les administrations. De plus, il peut y avoir une variabilité considérable dans l'exhaustivité des données en ce qui concerne les jeunes qui n'ont pas été inculpés dans l'ensemble des services de police.

3 Arrière-plan

Pour comprendre les tendances en matière d'utilisation des MEJs, il est important d'examiner d'abord les tendances en matière de criminalité chez les jeunes et les pratiques d'inculpation policière de façon plus générale. Pour ce faire, on a examiné les données relatives aux tendances en matière de criminalité chez les jeunes et aux pratiques d'inculpation des policiers avant et après l'entrée en vigueur de la LSJPA (de 1998 à 2021). La section suivante présente les constatations relatives à trois indicateurs clés de la criminalité chez les jeunes :

1) Le taux de criminalité chez les jeunes est une mesure du volume de crimes et est calculé en combinant le taux par habitant de jeunes inculpés et de jeunes non inculpés.

2) les taux de jeunes inculpés et de jeunes non inculpés (ce qui comprend les cas où la police a décidé de déjudiciariser le jeune du SJP au moyen d'une MEJ ou de le classé par d'autres moyens) [20];

3) L'Indice de gravité de la criminalité chez les jeunes (IGC), qui mesure l'évolution d'une année à l'autre du niveau de gravité de la criminalité chez les jeunes, tout en tenant compte du volume de la criminalité chez les jeunes.[21]

Remarque : Depuis l'analyse des données et la production de rapports, de nouvelles données policières de 2022 et de 2023 ont été diffusées, qui indiquent une augmentation (32 %; voir page 14) de la criminalité chez les jeunes depuis 2021 (la dernière année de la période à l'étude). Il faudra surveiller constamment ces données pour déterminer si elles sont révélatrices d'une nouvelle tendance émergente dans le domaine de la justice pour les jeunes et de leur incidence sur l'utilisation des mesures de justice pour les jeunes.

[20] Les « autres moyens » comprennent les cas où la police a décidé de ne pas prendre d'autres mesures (ce qui est également une sorte de mesure extrajudiciaire), le pouvoir discrétionnaire du service, la mort du jeuneet l'internement du jeune dans un hôpital psychiatrique. Voir la section 2.1 Limites pour plus d'informations.
[21] Pour plus de détails, veuillez consulter https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=assembleDESurv&DECId=1499746&RepClass=589&Id=1531530&DFId=244073

À la suite de l'adoption de la LSJPA, le taux de criminalité chez les jeunes a diminué jusqu'en 2021

Avant l'entrée en vigueur de la LSJPA, les données montrent que le taux de criminalité chez les jeunes a généralement augmenté passant de 7 611 pour 100 000 jeunes en 1998 à 7 930 en 2002, ce qui représente une augmentation de 4 % au cours de cette période. En 2003, à la suite de l'adoption de la LSJPA, la tendance s'est complètement inversée, le taux de criminalité chez les jeunes ayant affiché une baisse constante (-72 %), passant de 8 207 pour 100 000 jeunes en 2003 à 2 305 en 2021. Cette baisse globale est principalement attribuable à des baisses des crimes contre les biens, comme le vol de biens de 5 000 $ ou moins, l'introduction par effraction, le vol d'un véhicule à moteur, la possession de biens volés, la fraude, l'incendie criminel, le méfait, ainsi que les infractions relatives aux drogues[22].

Le taux de jeunes inculpés par la police a diminué après l'entrée en vigueur de la LSJPA ; Les jeunes qui ont eu un contact avec la police étaient plus susceptibles de ne pas être inculpés que d'être inculpés après l'adoption de la loi

En ce qui concerne plus particulièrement les pratiques d'inculpation par la police, à l'instar du taux de criminalité chez les jeunes, le taux de jeunes inculpés et de jeunes non inculpés a diminué au cours de la période à l'étude. Toutefois, il est plus significatif d'examiner la proportion des pratiques policières en matière d'inculpation par rapport à la proportion de jeunes qui n'ont pas été inculpés (voir le graphique 1). Les années précédant l'entrée en vigueur de la LSJPA ont montré qu'en 1998 et en 1999, 63 % de tous les jeunes qui ont eu des contacts avec la police ont été inculpés, tandis que 37 % n'ont pas été inculpés. Ce pourcentage a amorcé une tendance à la baisse au cours des années qui ont mené à l'adoption de la LSJPA, mais il est demeuré supérieur à 50 % jusqu'en 2002 (56 %). Puis, à la suite de l'adoption de la LSJPA en 2003, la tendance à l'égard des pratiques policières en matière d'inculpation s'est inversée, moins de la moitié (45 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police l'ont été, tandis que les 55 % restants ne l'ont pas été. Cette tendance est restée plutôt stable de 2003 à 2021 (fin de la période d'étude).

La gravité de la criminalité chez les jeunes a également diminué au cours des années postérieures à l'entrée en vigueur de la LSJPA jusqu'en 2021

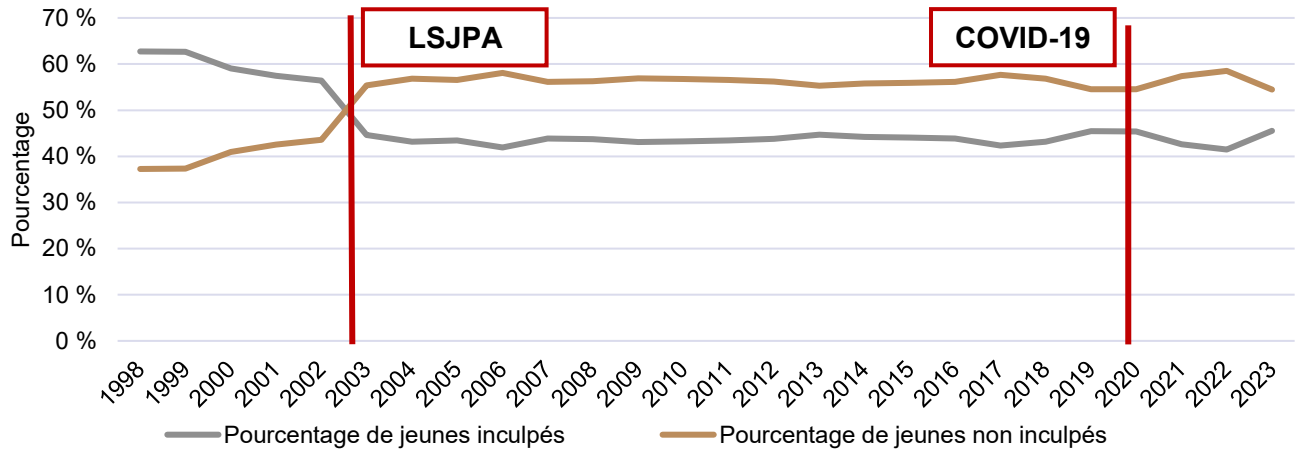
À l'instar du taux de criminalité chez les jeunes, l'IGC chez les jeunes a montré une diminution globale de la gravité de la criminalité après l'adoption de la LSJPA. De 2003 à 2021, l'IGC chez les jeunes a diminué de 61 %, passant d'une valeur d'indice de 106 à 41, respectivement[23]. Cette baisse est en grande partie attribuable à la baisse de 78 % de l'IGC sans violence chez les jeunes (qui est passé de 116 en 2003 à 25 en 2021)[24]. En comparaison, l'IGC avec violence chez les jeunes a diminué de 31 % au cours de cette période (passant d'un indice de 93 en 2003 à 64 en 2021)[25].

[22] Justice Canada, 2024 ; Moreau, 2022
[23] Remarque : La valeur de l'indice de base de l'IGC a été ajustée pour être égale à 100 en 2006, l'année de référence.
[24] Statistique Canada, tableau 35-0177-01
[25] *Ibidem*.

Comme il a été mentionné précédemment, les dernières données disponibles du Programme DUC de 2022 et de 2023 montrent une augmentation du volume et de la gravité de la criminalité chez les jeunes. Plus précisément, le volume de crimes (c.-à-d. le taux de criminalité chez les jeunes) a augmenté de 32 %, passant de 2 305 pour 100 000 jeunes en 2021 à 3 049 pour 100 000 en 2023. De même, l'IGC des jeunes a augmenté de 31 % par rapport à 2021, pour atteindre une valeur d'indice de 54 en 2023 ; cette hausse est principalement attribuable à une hausse (+34 %) de l'IGC avec violence chez les jeunes, bien que l'IGC sans violence ait également connu une hausse (+24 %).

Il est important de noter que les causes des changements dans le volume et la gravité de la criminalité au cours des dernières années peuvent s'expliquer en partie par divers facteurs tels que les contextes sociaux et économiques, les événements et les mouvements qui peuvent avoir eu une incidence sur le nombre et les types de crimes commis et/ou déclarés[26].

Graphique 1. Pourcentage de jeunes inculpés et de jeunes non inculpés parmi tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police, Canada, 1998 à 2023



Source: Statistique Canada. Tableau 35-10-0177-01 Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, Canada, provinces, territoires, régions métropolitaines de recensement et Police militaire des Forces canadiennes, https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017701.

Remarque : Alors que les tendances de ce graphique examinent la période de 1998 à 2023 à des fins contextuelles, le reste du rapport se concentre sur la période de 2010 à 2021.

[26] Justice Canada, 2024. « Rapport sur l'état du système de justice pénale : Access sur les jeunes ». Voir page 38 : « Par exemple, le mouvement MeToo / Time's up, en 2017, a peut-être contribué à améliorer le signalement des agressions sexuelles par les victimes. Le mouvement Black Lives Matter, qui a atteint de nouveaux sommets en 2020 avec le meurtre de George Floyd, a peut-être contribué à l'augmentation du nombre et/ou du signalement de crimes haineux, en particulier ceux visant les Noirs. Il y a aussi eu la pandémie, qui a entraîné une diminution temporaire de certains types de crimes et des changements dans les habitudes de délinquance, probablement en raison du fait que les gens passent plus de temps à la maison et en ligne.

4 Résultats

La section suivante examine les tendances de l'utilisation des MEJs à l'étape policier entre 2010 et 2021. Les résultats sont présentés sous l'angle de cinq questions clés :

1) Dans quelle mesure les jeunes qui ont eu un contact avec la police ont-ils été déjudiciarisés par une MEJ ?
2) Quels types de MEJs sont les plus et les moins fréquemment utilisés ?
3) Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle selon le type d'infraction ?
4) Comment l'utilisation de la MEJ varie-t-elle entre les régions urbaines et rurales ? et
5) Y a-t-il des différences entre les juridictions dans l'utilisation des MEJs ?

4.1 Dans quelle mesure les jeunes qui entrent en contact avec la police sont-ils déés par les MEJs ?

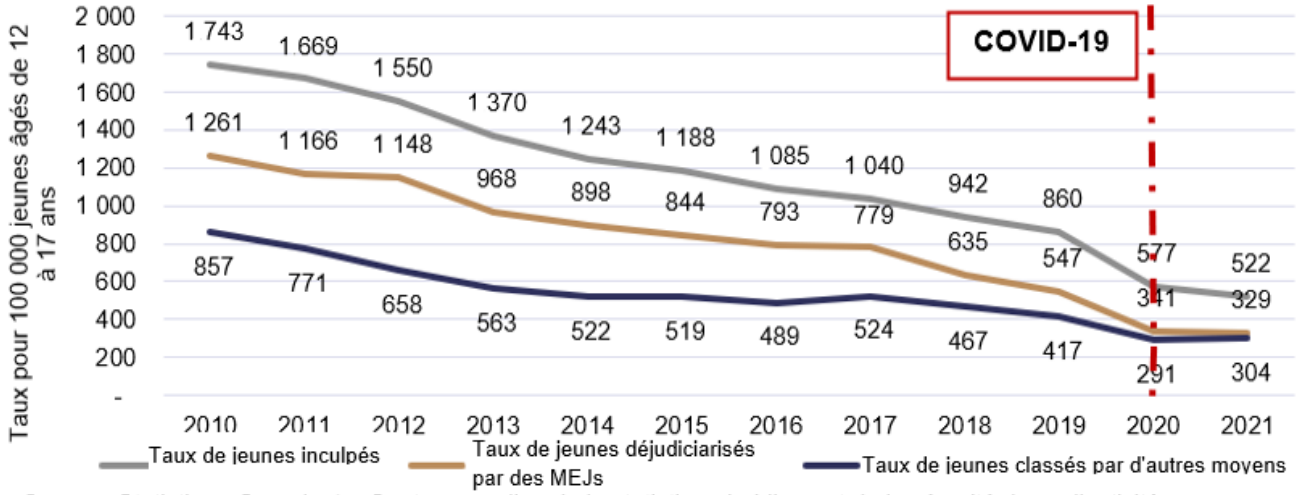
Les données sur les jeunes non inculpés comprennent les cas où les jeunes qui entrent en contact avec la police sont classés par les MEJs (déjudiciarisés) et les cas où les jeunes sont classés par d'autres moyens. Les jeunes qui sont déjudiciarisés par des MEJs comprennent les cas où, au lieu d'une accusation, la police a opté pour un avertissement verbal, une mise en garde écrite, un renvoi à un programme communautaire ou un programme de sanctions extrajudiciaires. Des données ventilées sur l'utilisation de ces MEJs spécifiques sont disponibles et présentées dans la sous-section suivante (section 4.2).

Les données sur les jeunes classés par d'autres moyens comprennent les cas où l'agent de police a décidé de ne pas prendre d'autres mesures (une forme de MEJ), ainsi que d'autres cas non liés aux MEJs, comme il est indiqué dans la section Limites. Étant donné que ce type de MEJ (ne rien faire d'autre) ne peut pas être ventilé des autres cas non liés aux MEJs, les données sur les jeunes classés par d'autres moyens sont présentées ci-dessous séparément des données sur les jeunes déjudicarisés par les MEJs.

Le taux de jeunes déjudiciarisés par des MEJs a diminué de 2010 à 2021, reflétant la tendance à la baisse de la criminalité chez les jeunes

À l'instar du taux de criminalité chez les jeunes, qui a diminué au fil du temps (-68 % de 2010 à 2021), le taux de jeunes déjudiciarisés par les MEJs a également diminué, passant de 74 %, passant de 1 261 pour 100 000 jeunes en 2010 à 329 pour 100 000 jeunes en 2021 (voir le graphique 2). Une tendance similaire a été observée pour le taux de jeunes classés par d'autres moyens, qui a diminué de 65 %, passant de 857 pour 100 000 jeunes en 2010 à 304 pour 100 000 en 2021. Les seules exceptions à cette tendance à la baisse ont été observées en 2017 et en 2021, alors que de légères augmentations du taux de jeunes classés par d'autres moyens ont été observées (+7 % par rapport à 2016 et +4 % par rapport à 2020, respectivement).

Graphique 2. Taux de criminalité chez les jeunes, selon le type d'action policière, Canada, 2010 à 2021



Source: Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

De 2010 à 2021, plus de la moitié des jeunes qui ont eu un contact avec la police n'ont pas été inculpés

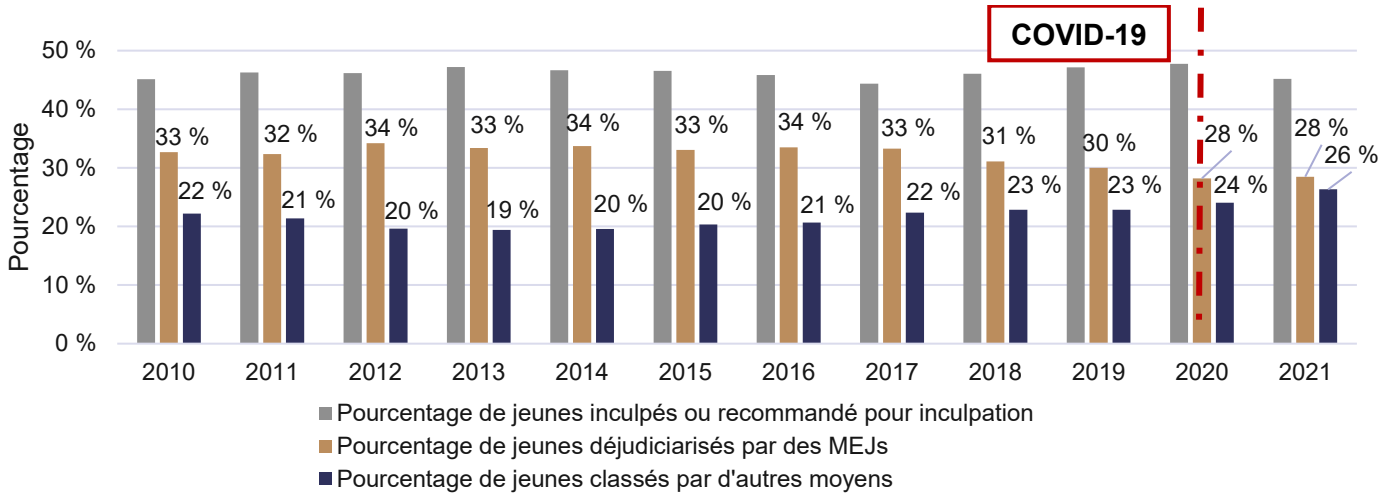
Si l'on tient compte de la combinaison des deux mesures (jeunes déjudiciarisés par des MEJs et jeunes classés par d'autres moyens), en moyenne, plus de la moitié (54 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police n'ont pas été inculpés au cours de la période à l'étude ; Cette proportion est restée plutôt stable au fil des ans, oscillant entre 52 % et 56 %.

En moyenne, environ le tiers de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police ont été déjudicarisés par des MEJs de 2010 à 2021 ; Ce pourcentage a lentement commencé à diminuer au cours des dernières années

De 2010 à 2021, en moyenne, près du tiers (32 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police ont été déjudicarisés par l'intermédiaire de MEJs. Cette proportion est restée plutôt stable au fil des ans, oscillant entre 32 % et 34 % jusqu'en 2017, date à laquelle une tendance à la baisse s'est amorcée, atteignant 28 % en 2021 (voir graphique 3).

De 2010 à 2021, en moyenne, environ un jeune sur cinq (22 %) qui a eu un contact avec la police a été classé par d'autres moyens. Contrairement à la tendance à la baisse observée pour les MEJs, le pourcentage de jeunes classés par d'autres moyens a affiché des augmentations annuelles lentes et constantes à partir de 2015 (20 %) et a atteint plus du quart (26 %) des jeunes ayant eu des démêlés avec la police en 2021.

Graphique 3. Pourcentage de jeunes ayant eu un contact avec la police, selon le type d'action policière, Canada, 2010 à 2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances

4.2 Quels types d'MEJs sont les plus et les moins fréquemment utilisés ?

La section suivante examine le nombre et le pourcentage des divers types de MEJs utilisés de 2010 à 2021, dans le but de comprendre quel type est le plus et le moins fréquemment utilisé et comment ces tendances ont évolué au fil du temps. Les types de MEJs examinés comprennent les avertissements verbaux, les mises en garde écrites, les renvois à un programme communautaire et les renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires.

Dans le cadre d'un **avertissement verbal,** les agents de police discutent avec le jeune et ses parents ou tuteurs, et les avertissent que d'autres infractions à la loi peuvent entraîner des actes officiels.

Les mises en garde écrites sont des avertissements plus formels qui consistent généralement en une lettre de la police à l'intention du jeune et des parents. Dans certaines circonstances, le jeune et ses parents peuvent être tenus de se présenter au poste de police pour une rencontre en personne afin de discuter de l'incident.

Dans le cas **d'un renvoi à un programme communautaire**, un agent de police renvoie un jeune à un programme ou à un organisme dans la collectivité qui peut l'aider à ne pas se commettre d'autres actes criminels. Ces programmes communautaires peuvent prendre différentes formes, comme des programmes récréatifs, du counseling, des programmes et des services de santé mentale et des comités de justice pour la jeunesse.

Une **sanction extrajudiciaire** est un type plus formel de MEJ et peut être appliquée conformément à un programme approuvé. Des sanctions extrajudiciaires peuvent être imposées lorsqu'un jeune ne peut pas être traité adéquatement par d'autres types de MEJs en raison de la gravité de l'infraction, de la

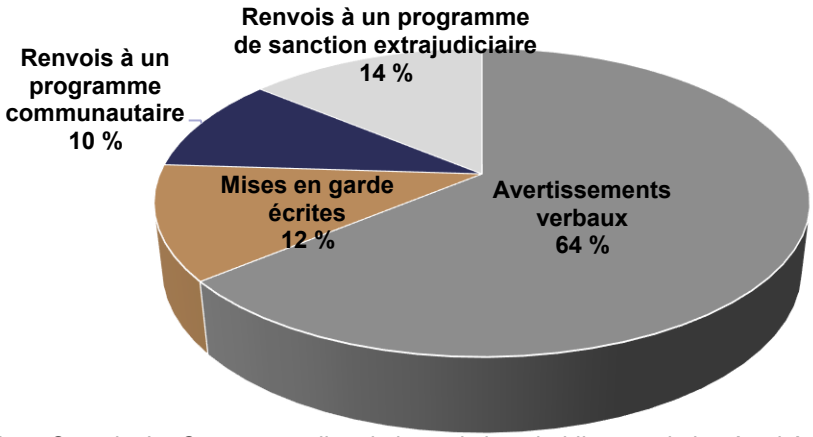
nature et de l'étendue d'infractions commises antérieurement ou de toute autre circonstance aggravante[27]. Les sanctions extrajudiciaires sont des conditions qu'un jeune doit remplir en dehors du processus judiciaire. Ces sanctions peuvent prendre différentes formes, comme la participation à des programmes spécialisés, le dédommagement de la victime et la réalisation de travaux d'intérêt général. Pour être admis à un programme de sanctions extrajudiciaires, le jeune doit accepter la responsabilité du comportement délinquant et consentir à l'utilisation d'une sanction extrajudiciaire[28]. De plus, il doit y avoir suffisamment d'éléments de preuve pour étayer un verdict de culpabilité. La ou les victimes de l'infraction présumée ont également le droit d'être informées[29].

De 2010 à 2021, les avertissements verbaux étaient les MEJs les plus fréquemment utilisés, tandis que les renvois à un programme communautaire étaient les MEJs les moins fréquemment utilisés

De 2010 à 2021, il y a eu un total de 464 646 jeunes déjudiciarisés par des MEJs. La majorité de ces jeunes (les deux tiers ; 64 %; 296 736) ont été disculpés par un avertissement verbal. La deuxième MEJ la plus fréquemment utilisée, bien que beaucoup moins courante, était l'aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires (14 % de tous les jeunes déjudiciarisés ; 63 531), suivi d'un avertissement écrit (12 %; 57 181). La MEJ moins souvent utilisée était l'aiguillage vers un programme communautaire, ce qui représente un jeune sur dix (10 %; 47 198) de tous les jeunes déjudiciarisés par les MEJs (voir le graphique 4).

Ces tendances sont demeurées constantes tout au long de la période d'étude, bien que de légères fluctuations aient été observées, qui sont examinées plus en détail ci-dessous.

Graphique 4. Pourcentage de jeunes classés par des MEJs, selon le type de MEJ, Canada, 2010 à 2021



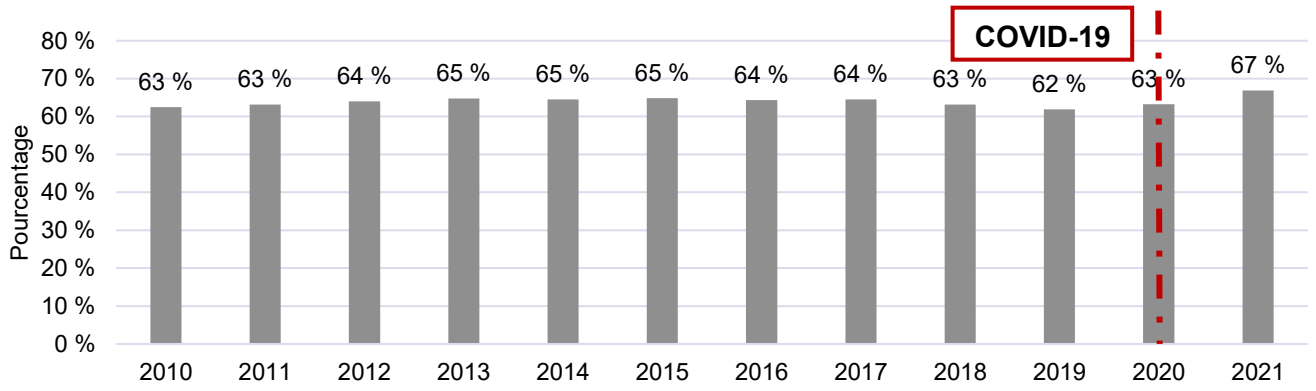
Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances

[27] LSJPA, art. 10.
[28] LSJPA, art. 2.
[29] LSJPA, paragraphes 10 (2), 11 et 12.

Les avertissements verbaux ont été les MEJs les plus fréquemment utilisés toutes années confondues, atteignant son sommet en 2021

Les avertissements verbaux étaient constamment les MEJs les plus fréquemment utilisés au Canada, allant de 62 % à 65 % de tous les jeunes déjudicarisés par les MEJs chaque année de 2010 à 2020, et atteignant un sommet de 67 % en 2021 (voir le graphique 5).

Graphique 5. Pourcentage de jeunes déjudiciarisés par des avertissements verbaux, parmi tous les jeunes déjudiciarisés par des MEJs, Canada, 2010 à 2021

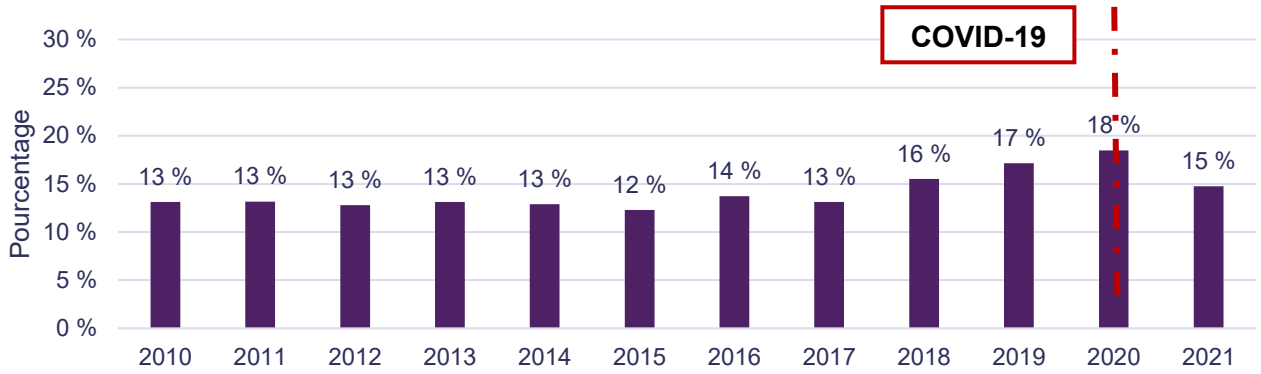


Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances

Le nombre de renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires – la deuxième MEJ la plus fréquemment utilisée – est demeuré quelque peu stable jusqu'à de légères augmentations de 2018 à 2020

De 2010 à 2021, les renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires étaient la deuxième MEJ la plus fréquemment utilisée au Canada, représentant 14 % des jeunes déjudiciarisés par des MEJs de 2010 à 2021 (voir le graphique 6). De 2010 à 2017, ce pourcentage est demeuré stable, entre 12 % et 14 %. L'année suivante (2018), ce pourcentage a commencé à augmenter, atteignant son pic en 2020 à 18 %, avant de chuter en 2021 à 15 %.

Graphique 6. Pourcentage de jeunes déjudiciarisés à la suite d'un renvoi à un programme de sanctions extrajudiciaires, parmi l'ensemble des jeunes déjudiciarisés par des MEJs, Canada, 2010 à 2021

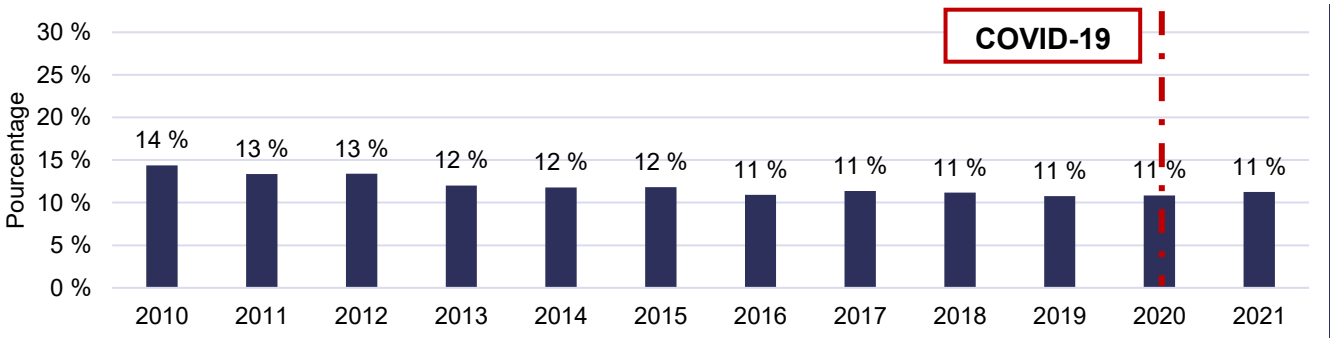


Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances

Les mises en garde écrites – la troisième MEJ la plus fréquemment utilisée – sont restées plutôt stables au fil du temps

Les mises en garde écrites étaient le troisième type de MEJ le plus souvent signalé de 2010 à 2021, représentant 12 % des jeunes déjudiciarisés par des MEJs au cours de cette période (voir le graphique 7). En 2010, ce pourcentage était à son plus haut niveau à 14 %, mais a ensuite diminué lentement au fil du temps pour atteindre 11 % en 2016 et est resté stable jusqu'à la fin de la période d'étude.

Graphique 7. Pourcentage de jeunes déjudiciarisés par mise en garde écrite, parmi tous les jeunes déjudiciarisés par des MEJs, Canada, 2010 à 2021



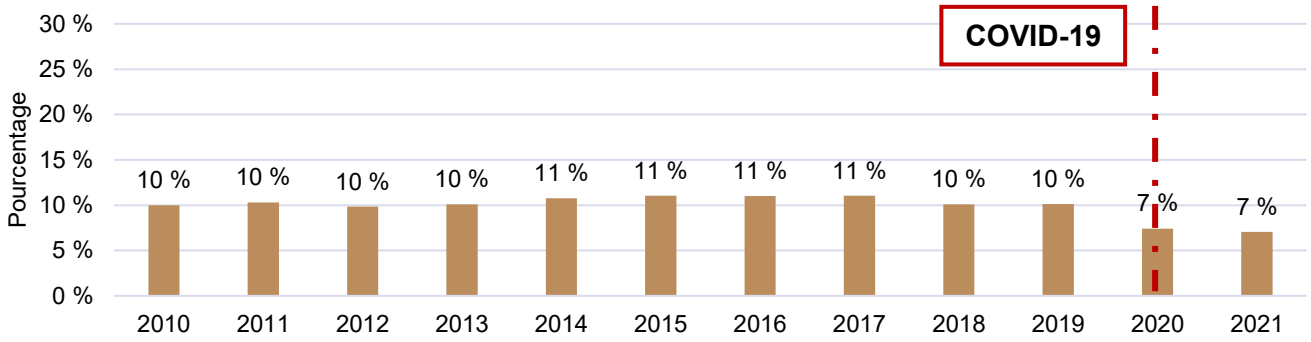
Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

Les renvois à un programme communautaire – la MEJ la moins fréquemment utilisée – sont également restés stables au fil des ans, jusqu'en 2020, où une baisse a été enregistrée

De 2010 à 2021, les renvois à un programme communautaire étaient les MEJs les moins fréquemment utilisés au Canada, représentant 10 % de tous les jeunes déjudiciarisés par des MEJs de 2010 à 2021

(voir le graphique 8). Ce pourcentage est demeuré essentiellement stable au fil des ans (variant entre 10 % et 11 %), jusqu'en 2020, où il a diminué à 7 % et s'est maintenu à ce niveau en 2021.

Graphique 8. Pourcentage de jeunes déjudicarisés par un aiguillage vers un programme communautaire, parmi tous les jeunes déjudicarisés par les MEJs, Canada, 2010 à 2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

4.3 Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle selon le type d'infraction ?

La LSJPA encourage le recours à la déjudiciarisation par le biais des MEJs principalement pour les infractions moins graves ; cependant, rien n'empêche leur utilisation dans le traitement d'infractions plus graves[30]. La section suivante présente un examen de l'utilisation des MEJs selon le type d'infraction le plus grave dans le cas : crimes violents[31], infractions contre les biens,[32] infractions relatives aux drogues et autres infractions[33]. Ces tendances, et la façon dont elles ont évolué au fil du temps, sont décrites plus en détail ci-dessous. Il convient de noter qu'en raison de la faiblesse des chiffres, les analyses par type d'infraction ne sont disponibles que par années regroupées : 2010-2012, 2013-2015, 2016-2018 et 2019-2021.

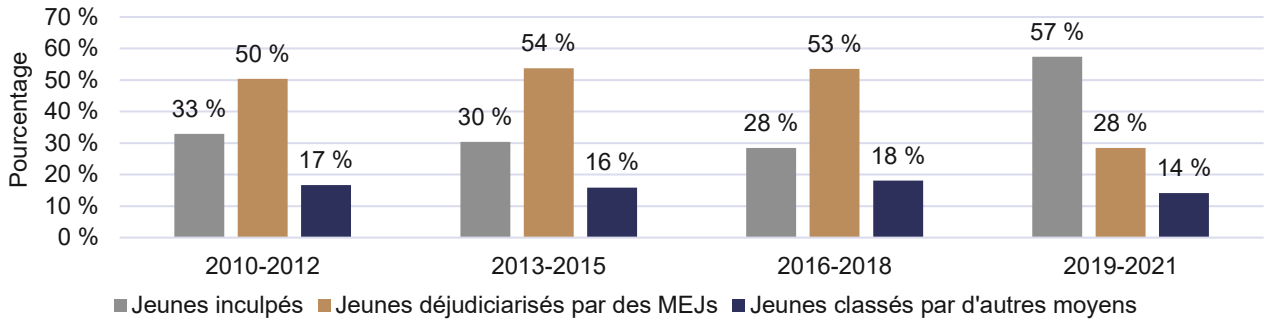
La moitié des jeunes qui ont eu des contacts avec la police en raison d'infractions en matière de drogue ont été déjudicarisés par des MEJs, ce qui représente la proportion la plus élevée de tous les types d'infractions

[30] Il est important de noter que ces analyses portent sur la déjudiciarisation avant le dépôt d'accusations, ce qui signifie que dans ces cas, les jeunes n'ont pas été reconnus coupables par les tribunaux pour leur comportement criminel présumé.
[31] Les crimes violents comprennent les infractions telles que l'homicide, la tentative de meurtre, le vol qualifié, l'agression sexuelle, les infractions relatives aux services sexuels et autres infractions sexuelles, les voies de fait majeures, les voies de fait simples, les menaces, le harcèlement criminel et d'autres crimes contre les personnes.
[32] Les crimes contre les biens comprennent les infractions telles que le vol, le vol de véhicules à moteur, l'introduction par effraction, la fraude, le méfait, la possession de biens volés et d'autres crimes contre les biens.
[33] Les « autres infractions » comprennent d'autres *infractions au Code criminel*, comme les infractions contre l'administration de la justice et le fait de troubler la paix, les infractions aux lois fédérales et *les infractions au Code* criminel.

De 2010 à 2021, près du tiers (32 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions en matière de drogue ont été inculpés par la police, tandis que plus de la moitié (51 %) ont été déjudiciarisés par des MEJs et 17 % ont été classés par d'autres moyens.

Au fil du temps, le pourcentage de jeunes inculpés d'infractions en matière de drogue a diminué, passant de 33 % en 2010-2012 à 28 % en 2016-2018. De 2019 à 2021, cette proportion a fortement augmenté pour atteindre plus de la moitié (57 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions en matière de drogues. Cela a entraîné une diminution correspondante de l'utilisation des MEJs (28 % des jeunes ont eu des contacts avec la police en raison d'infractions en matière de drogues ; voir le graphique 9)[34].

Graphique 9. Pourcentage de jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions relatives aux drogues, selon les mesures prises par la police, Canada, 2010-2012 à 2019-2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances

De 2010 à 2021, la majorité (61 %) des jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison 'infractions en matière de drogue et qui ont été déjudiciarisés par des MEJs l'ont été au moyen d'un avertissement verbal, 11 % d'un avertissement écrit, 13 % d'un renvoi à un programme communautaire et 15 % d'un renvoi à un programme de sanctions extrajudiciaires. Ces tendances sont demeurées stables tout au long de la période d'étude, à l'exception de la période de 2019 à 2021, où l'on a observé une baisse considérable du recours aux avertissements verbaux (53 %) et des renvois à un programme communautaire (6 %), ainsi qu'une augmentation correspondante des renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires (35 %).

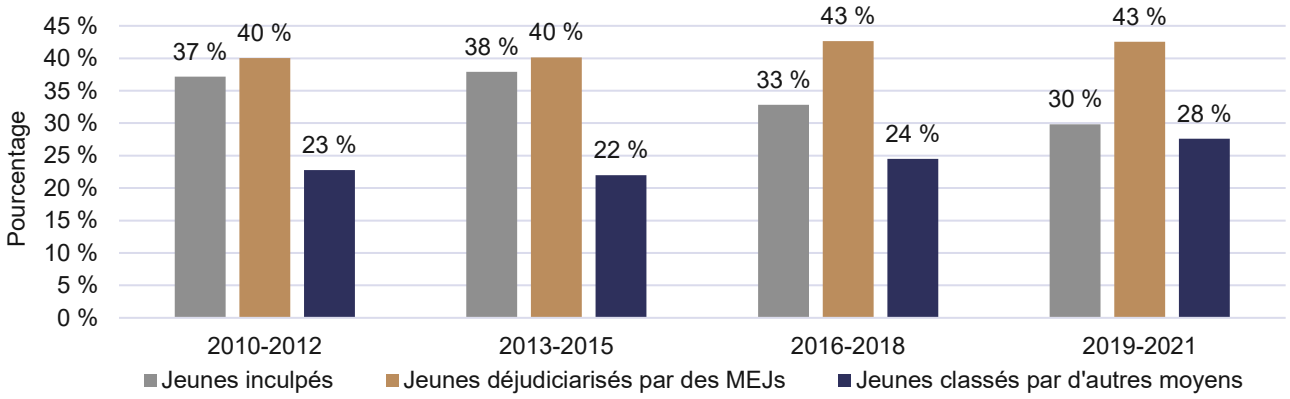
[34] Il est important de noter qu'en octobre 2018, l'ancien *projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois,* est entré en vigueur. À la suite de sa légalisation, les infractions liées aux drogues liées au cannabis représentaient une proportion beaucoup plus faible des infractions liées aux drogues. Par conséquent, les infractions liées aux drogues peuvent représenter une plus grande proportion d'infractions liées aux drogues plus graves , ce qui fait en sorte qu'une proportion croissante d'accusations sont portées chez les jeunes qui ont eu des contacts avec la police pour de telles infractions. De plus, la pandémie de COVID-19 peut également avoir eu une incidence sur les types d'infractions liées aux drogues commises, notamment en raison de la mise en œuvre de mesures de santé telles que les ordres de rester à la maison, ainsi que la mise en œuvre de fermetures d'entreprises et de frontières affectant le comportement de consommation de substances ainsi que la production et le trafic de drogues.

Deux jeunes sur cinq qui ont eu des contacts avec la police en raison d'infractions contre les biens ont été déjudiciarisés par des MEJs, le deuxième type d'infraction le plus souvent déjudicarisé par des MEJs

De 2010 à 2021, plus du tiers (36 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions contre les biens ont été inculpés par la police, tandis qu'environ quatre sur dix (41 %) ont été déjudiciarisés par des MEJs et 23 % ont été classifiés par d'autres moyens.

Au fil du temps, parmi tous les jeunes impliqués dans des crimes contre les biens, le pourcentage de jeunes inculpés a diminué, passant de 37 % en 2010-2012 à 30 % en 2019-2021, et l'utilisation des MEJs a augmenté en conséquence (de 40 % à 43 %, respectivement) et d'autres moyens (de 23 % à 28 %, respectivement) (voir le graphique 10).

Graphique 10. Pourcentage de jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions contre les biens, selon les mesures prises par la police, Canada, 2010-2012 à 2019-2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

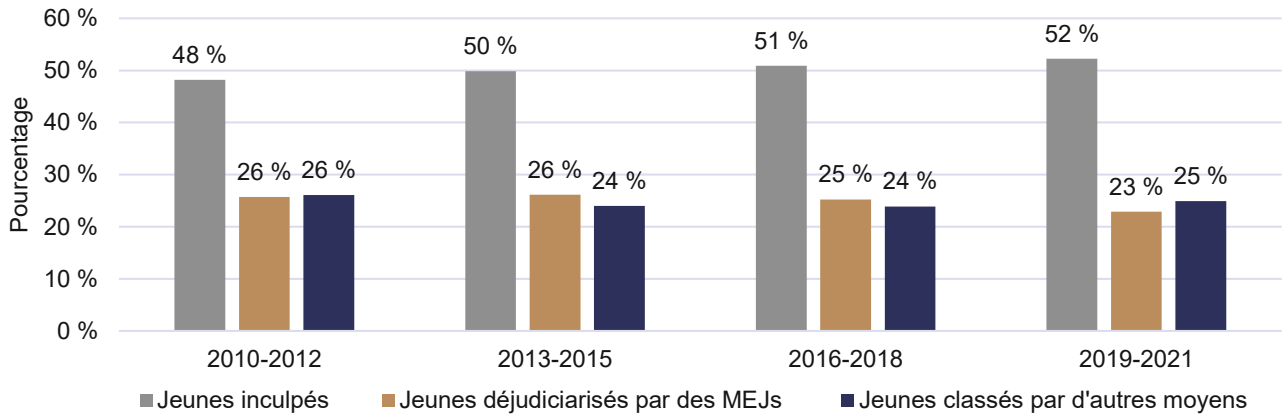
De tous les jeunes impliqués dans des infractions contre les biens qui ont été déjudicarisés au moyen d'une MEJ, un peu moins des deux tiers (63 %) l'ont été au moyen d'un avertissement verbal, 12 % d'un avertissement écrit, 12 % d'un renvoi à un programme communautaire et 13 % d'une sanction extrajudiciaire. Ces tendances sont demeurées stables tout au long de la période d'étude.

Un quart de tous les jeunes qui ont eu des contacts avec la police en raison de crimes violents ont été déjudicarisés par des MEJs, tandis que la moitié ont été inculpés par la police

De 2010 à 2021, la moitié (50 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison de crimes violents ont été inculpés, tandis qu'un quart (25 %) ont été déjudiciarisés par des MEJs et qu'un autre quart (25 %) ont été classifiés par d'autres moyens.

Au fil du temps, parmi les jeunes impliqués dans des crimes violents, le pourcentage de jeunes inculpés a légèrement augmenté, passant de 48 % en 2010-2012 à 52 % en 2019-2021, avec une diminution correspondante de l'utilisation des MEJs (de 26 % à 23 %, respectivement) (voir le graphique 11).

Graphique 11. Pourcentage de jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison de crimes violents, selon les mesures prises par la police, Canada, 2010-2012 à 2019-2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

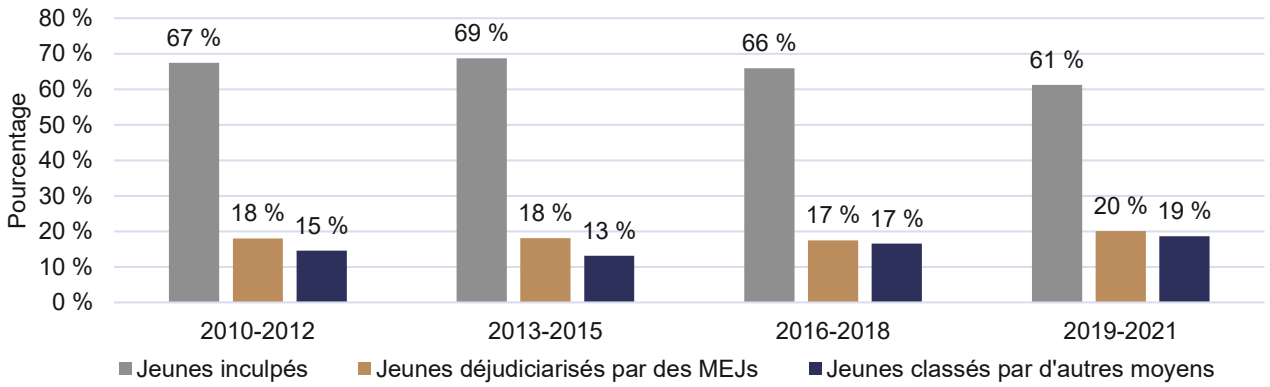
De tous les jeunes impliqués dans des crimes violents qui ont été déjudicarisés par des MEJs, moins des deux tiers (61 %) l'ont été au moyen d'avertissements verbaux, 13 % au moyen d'un avertissement écrit, 8 % à la suite d'un renvoi à un programme communautaire et 17 % à la suite d'une sanction extrajudiciaire. Ces tendances se sont maintenues tout au long de la période à l'étude, avec de légères fluctuations chez les jeunes déjudiciarisés par des avertissements verbaux et des sanctions extrajudiciaires.

Les MEJs sont moins souvent utilisés chez les jeunes en contact avec la police en raison d'autres infractions

De 2010 à 2021, plus des deux tiers (67 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'autres infractions, ce qui comprend par exemple d'autres *infractions au Code criminel* comme les infractions contre l'administration de la justice et le fait de troubler la paix, ont été inculpés, tandis que 18 % ont été déjudiciarisés par des MEJs et 15 % ont été classés par d'autres moyens.

Ces tendances sont demeurées stables de 2010-2012 à 2016-2018. Par la suite, le pourcentage de jeunes inculpés a diminué, passant de 66 % en 2016-2018 à 61 % en 2019-2021, et de légères augmentations correspondantes ont été observées chez les jeunes déjudiciarisés par des MEJs (de 17 % à 20 %, respectivement) et chez les jeunes classés par d'autres moyens (17 % à 19 %, respectivement) (voir le graphique 12).

Graphique 12. Pourcentage de jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'autres infractions, selon les mesures prises par la police, Canada, 2010-2012 à 2019-2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

De tous les jeunes impliqués dans d'autres infractions qui ont été déjudiciarisés par des MEJs, les trois quarts (75 %) l'ont été au moyen d'avertissements verbaux, 15 % au moyen d'un avertissement écrit, 7 % à la suite d'une sanction extrajudiciaire et 3 % à la suite d'un renvoi à un programme communautaire. Ces tendances sont demeurées plutôt stables tout au long de la période à l'étude, bien que le nombre de jeunes référés à un programme de sanctions extrajudiciaires soit passé de 5 % en 2010-2012 à 10 % en 2019-2021.

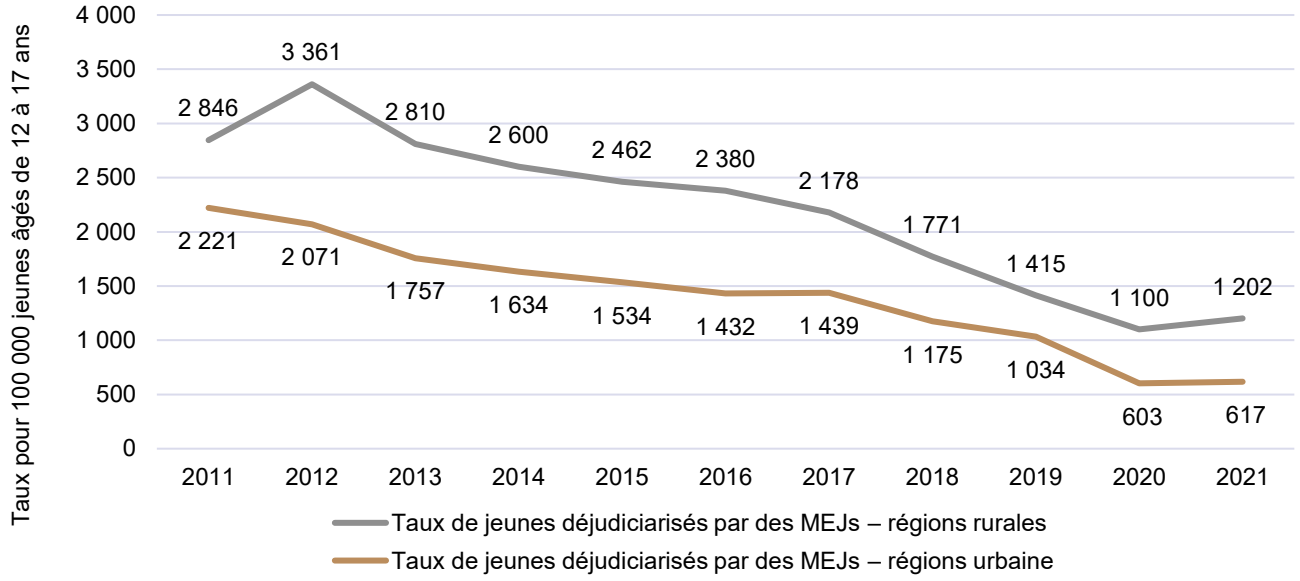
4.4 Comment l'utilisation des MEJs varie-t-elle entre les régions urbaines et rurales ?

La section suivante présente un examen de l'utilisation des MEJs par les régions rurales et urbaines. Pour ce faire, les taux ruraux et urbains (qui tiennent compte de la taille de la population) de jeunes déjudicarisés par les MEJs sont examinés et comparés les uns aux autres afin de générer un ratio. Ces tendances, et la façon dont elles ont évolué au fil du temps, sont décrites plus en détail ci-dessous.

De 2011 à 2021, le taux de jeunes déjudicarisés par les MEJs dans les régions rurales était en moyenne 1,6 fois plus élevé que celui des régions urbaines (voir le graphique 13). Le ratio a fluctué au fil du temps, allant de 1,3 à 1,9 fois plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines. Et notamment, 2012 a montré un pic d'utilisation des MEJs dans les régions rurales uniquement[35]. Toutefois, il est important de tenir compte des différences entre les régions rurales et urbaines en matière de crimes déclarés par la police et de différences dans les pratiques policières. Notamment, les régions rurales varient sur le plan démographique, économique et géographique, particulièrement entre les régions rurales du Nord et du Sud des provinces. Pour en savoir plus sur les caractéristiques des crimes déclarés par la police dans les régions rurales, consultez Caractéristiques des crimes déclarés par la police dans les régions rurales des provinces canadiennes de Statistique Canada, 2023.

[35] Cela peut peut-être s'expliquer en partie par les différences dans la capacité des services de police à consigner l'utilisation des MEJs.

Graphique 13. Taux de jeunes ruraux et urbains déroutés par les MEJs, Canada, 2011 à 2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

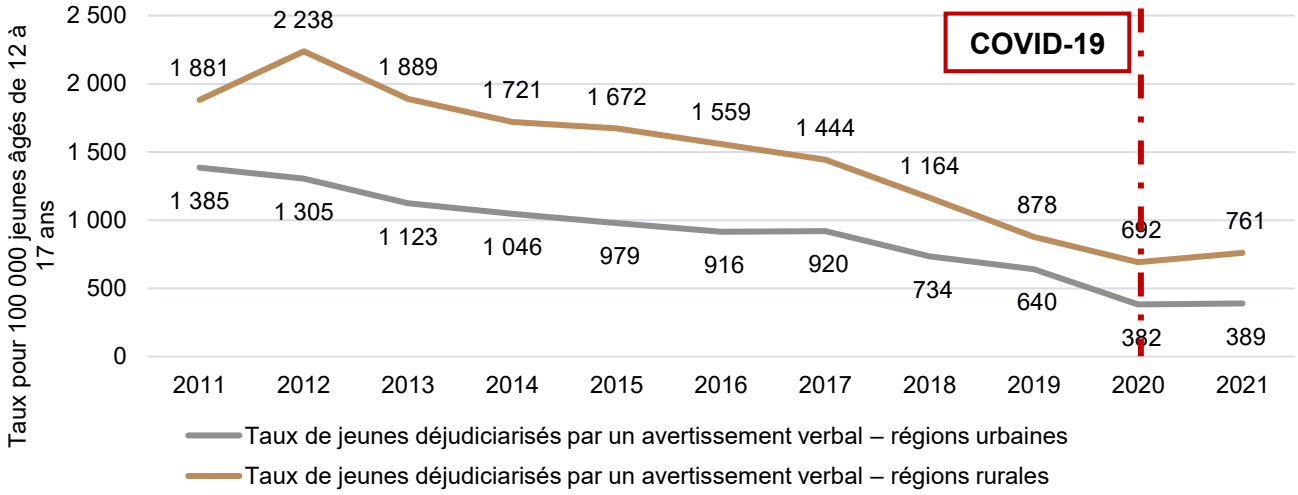
Utilisation accrue des avertissements verbaux, des mises en garde écrites et des renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires dans les régions rurales, de 2011 à 2021

De 2011 à 2021, le taux de jeunes déjudicarisés par un avertissement verbal dans les régions rurales était en moyenne plus de 1,6 fois plus élevé que celui des régions urbaines (voir le graphique 14). Le ratio a fluctué au fil du temps, allant de 1,4 à 2,0 fois plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines.

Chez les jeunes déroutés par une mise en garde écrite, le taux dans les régions rurales était en moyenne plus de 2,4 fois plus élevé que dans les régions urbaines de 2011 à 2021 (voir le graphique 15). L'écart entre les taux ruraux et urbains s'est généralement creusé au fil du temps ; En 2011, le taux rural était 1,7 fois plus élevé que le taux urbain, et en 2021, le taux rural atteignait 3,5 fois le taux urbain.

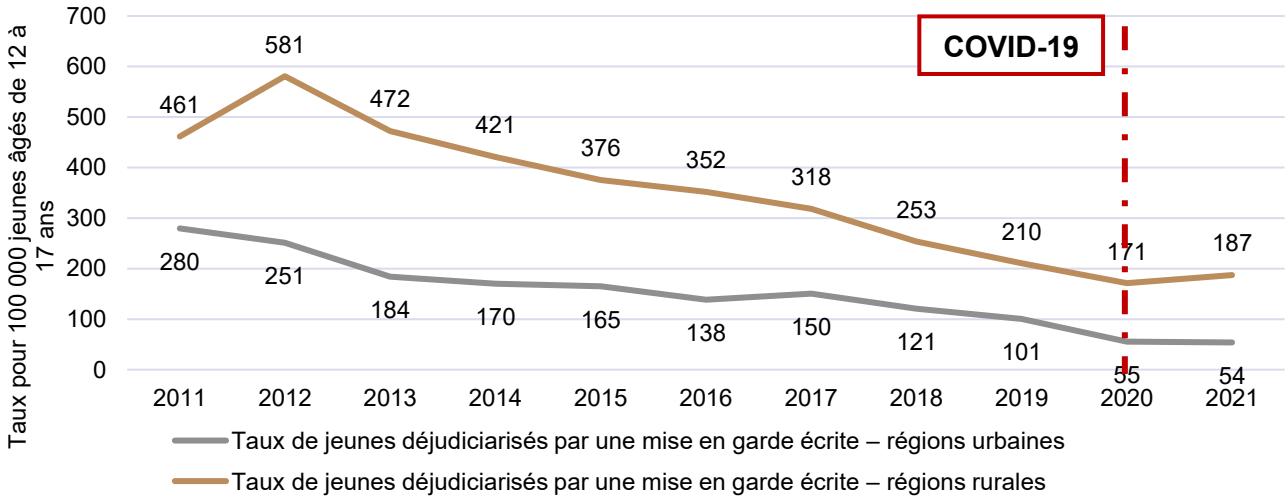
Chez les jeunes déjudiciarisés à la suite d'un renvoi à un programme de sanctions extrajudiciaires, le taux dans les régions rurales était en moyenne 1,4 fois plus élevé que celui des régions urbaines de 2011 à 2021 (voir le graphique 16). Cependant, le rapport a varié au fil du temps ; Le taux dans les régions rurales est passé de 1,1 fois plus élevé que celui des régions urbaines en 2011 à 1,7 fois plus élevé que celui des régions urbaines en 2016. De 2017 à 2021, le ratio a fluctué entre 1,2 et 1,5 fois plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines.

Graphique 14. Taux de jeunes ruraux par rapport aux taux urbains de jeunes déjudicarisés à la suite d'un avertissement verbal, Canada, 2011 à 2021



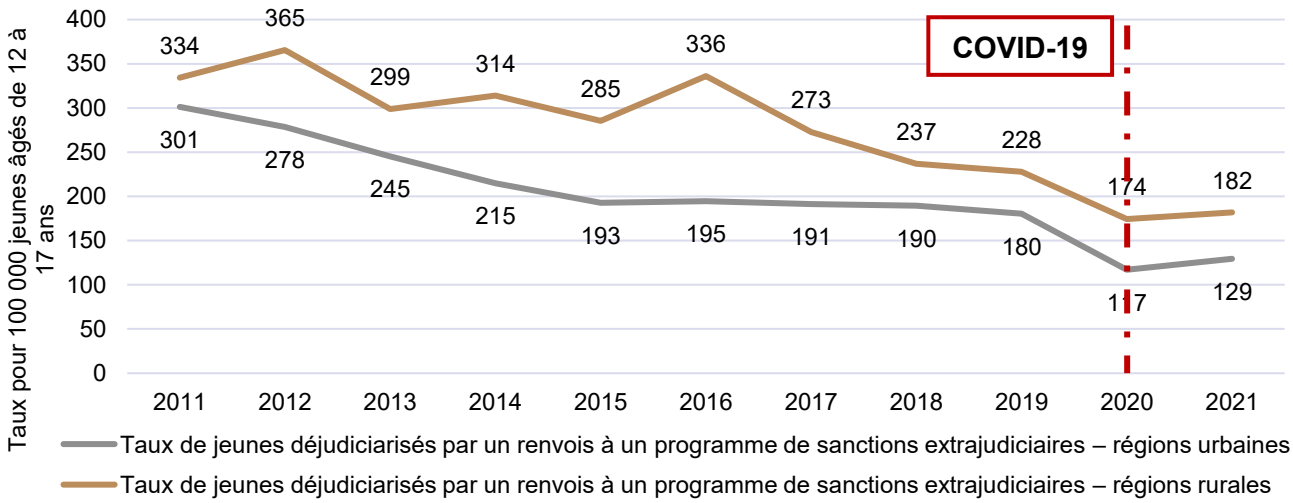
Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

Graphique 15. Taux de jeunes ruraux par rapport aux taux urbains de jeunes déjudicarisés par une mise en garde écrite, Canada, 2011 à 2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

Graphique 16. Taux de jeunes ruraux par rapport aux taux urbains déjudiciarisés à la suite d'un renvoi à un programme de sanctions extrajudiciaires, Canada, 2011 à 2021

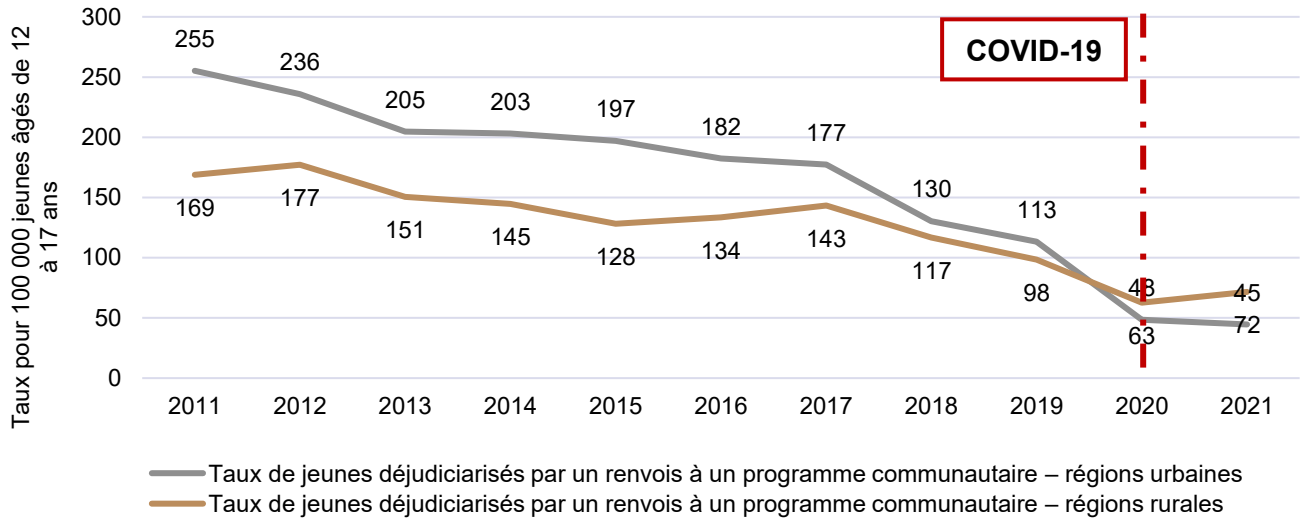


Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

Recours accru aux programmes communautaires dans les régions urbaines jusqu'en 2019 ; Augmentation de son utilisation dans les régions rurales en 2020 et 2021

De 2011 à 2021, le taux de jeunes déjudicarisés par un aiguillage vers un programme communautaire était légèrement plus élevé dans les régions urbaines, soit en moyenne plus de 1,2 fois plus élevé que dans les régions rurales (voir le graphique 17). En 2011, le taux dans les régions urbaines était 1,5 fois plus élevé que dans les régions rurales ; Ce ratio est resté globalement stable jusqu'en 2016. L'année suivante (2017), le ratio a lentement commencé à diminuer. En 2020, la tendance s'était complètement inversée, le taux de jeunes déjudiciarisés par un aiguillage vers un programme communautaire étant plus important dans les régions rurales que dans les régions urbaines (ratio de 1,3 en 2020 et de 1,6 en 2021).

Graphique 17. Taux de jeunes ruraux par rapport aux taux urbains déjudiciarisés par un aiguillage vers un programme communautaire, Canada, 2011 à 2021



Source : Statistique Canada, Le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données des tendances.

4.5 Y a-t-il des différences entre les provinces et les territoires dans l'utilisation des MEJs ?

La section suivante examine les différences entre les provinces et les territoires en ce qui a trait à l'utilisation des MEJs, en fournissant une analyse des tendances propre à chaque administration en comparaison avec les tendances nationales pour les trois domaines suivants : 1) le volume et la gravité de la criminalité chez les jeunes ; 2) mesures prises par la police : jeunes inculpés, jeunes déjudicarisés vers des MEJs et jeunes détournés par d'autres moyens ; et 3) les types de MEJs utilisés. Cette section fournit un résumé de haut niveau des principales constatations. Des tableaux de données figurent à l'annexe II.

La région de l'Atlantique a observé des pourcentages plus élevés de jeunes déjudiciarisés par des MEJs, mais des pourcentages plus faibles de jeunes classés par d'autres moyens par rapport aux tendances nationales

Dans les provinces de la région de l'Atlantique[36], les pourcentages de jeunes inculpés ont généralement été légèrement inférieurs à ceux observés à l'échelle nationale. Cependant, certaines administrations (Terre-Neuve-et-Labrador et Île-du-Prince-Édouard) ont connu une augmentation du nombre de jeunes inculpés au cours des dernières années, où plus de la moitié de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police ont été inculpés, ce qui dépasse les niveaux nationaux. La région de l'Atlantique a également enregistré un pourcentage plus élevé de jeunes déjudiciarisés au moyen d'une MEJ, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, mais

[36] Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.), l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), la Nouvelle-Écosse (N.-É.) et le Nouveau-Brunswick (N.-B.)

un pourcentage plus faible de jeunes classés par d'autres moyens. En ce qui concerne les différents types de MEJs utilisés, par rapport aux tendances nationales, Terre-Neuve-et-Labrador a notamment enregistré une utilisation plus élevée des avertissements verbaux ; L'Île-du-Prince-Édouard a connu une légère augmentation du recours aux renvois à un programme communautaire ; En Nouvelle-Écosse, le nombre d'aiguillages vers un programme communautaire était plus faible ; et, au Nouveau-Brunswick, un recours plus élevé aux renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires.

Le Québec a observé des pourcentages plus faibles de jeunes déjudiciarisés par des MEJs, mais des pourcentages plus élevés de jeunes classés par d'autres moyens par rapport aux tendances nationales

Le Québec (QC) a généralement enregistré des pourcentages similaires ou inférieurs de jeunes inculpés par rapport à ceux observés à l'échelle nationale. Le Québec a également enregistré un pourcentage plus faible de jeunes déjudiciarisés au moyen de MEJ, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, mais un pourcentage plus élevé de jeunes classés par d'autres moyens. En examinant les différents types de MEJs utilisés par rapport aux tendances nationales, le QC a notamment enregistré un recours plus élevé aux renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires et très peu d'avertissements écrits.

L'Ontario a observé des pourcentages plus élevés de jeunes déjudiciarisés par des MEJs, mais des pourcentages plus faibles de jeunes classéés par d'autres moyens par rapport aux tendances nationales

En Ontario, les pourcentages de jeunes inculpés sont généralement semblables ou supérieurs à ceux observés à l'échelle nationale. C'était particulièrement le cas en 2020 et en 2021, où l'Ontario a enregistré des accusations pour plus de la moitié (52 % et 50 %, respectivement) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police. L'Ontario a également enregistré un pourcentage plus élevé de jeunes déjudiciarisés au moyen de MEJs, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, mais un pourcentage plus faible de jeunes classés par d'autres moyens. En ce qui concerne les différents types de MEJs utilisés par rapport aux tendances nationales, l'Ontario a notamment enregistré un recours plus élevé aux mises en garde écrites et aux renvois vers un programme communautaire.

Dans la région des Prairies, les pourcentages de jeunes déjudiciarisés par les MEJs étaient plus faibles, mais les pourcentages de jeunes classés par d'autres moyens étaient plus élevés par rapport aux tendances nationales

Les provinces de la région des Prairies[37] ont généralement enregistré des pourcentages plus élevés de jeunes inculpés par rapport à ceux enregistrés à l'échelle nationale[38]. Les administrations de la région

[37] Manitoba (MB), Saskatchewan (SK) et Alberta (AB)

[38] Il est important de noter que la région des Prairies continue d'avoir des taux de criminalité plus élevés que les autres administrations du Canada, ce qui peut être attribué principalement à la présence accrue de collectivités rurales où les méfaits, les voies de fait simples et le trouble de la paix sont plus fréquents. Le méfait et le fait de troubler la paix sont des infractions qui sont plus susceptibles d'être portées à l'attention de la police dans les petites collectivités ; Les différences dans les pratiques policières peuvent être influencées par le recours à des infractions provinciales et à des règlements municipaux

des Prairies ont également enregistré un pourcentage plus faible de jeunes déjudiciarisés au moyen de MEJs, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, mais un pourcentage plus élevé de jeunes classés par d'autres moyens. Si l'on examine les différents types de MEJs utilisés par rapport aux tendances nationales, les Prairies ont notamment enregistré une utilisation plus élevée des avertissements verbaux et des avertissements écrits.

La Colombie-Britannique a observé des pourcentages plus élevés de jeunes déjudiciarisés par des MEJs et des pourcentages plus élevés de jeunes classés par d'autres moyens par rapport aux tendances nationales

En Colombie-Britannique, les pourcentages de jeunes inculpés ont été inférieurs à ceux observés à l'échelle nationale. La Colombie-Britannique a également enregistré un pourcentage plus élevé de jeunes déjudiciarisés par des MEJs, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, ainsi qu'un pourcentage plus élevé de jeunes classés par d'autres moyens. Si l'on examine les différents types de MEJs utilisés par rapport aux tendances nationales, la Colombie-Britannique a notamment enregistré une utilisation plus élevée des avertissements verbaux.

Les territoires ont observé des pourcentages plus élevés de jeunes déjudiciarisés par des MEJs et des pourcentages beaucoup plus élevés de jeunes classés par d'autres moyens par rapport aux tendances nationales

Dans les territoires du Canada[39], le pourcentage de jeunes inculpés est beaucoup plus faible que celui observé à l'échelle nationale, malgré un volume et une gravité de crimes plus élevés[40]. Les territoires ont également observé un pourcentage plus élevé de jeunes déjudiciarisés par des MEJs, principalement pour des infractions en matière de drogues et d'infractions contre les biens, ainsi qu'un pourcentage beaucoup plus élevé de jeunes classés par d'autres moyens. Si l'on examine les différents types de MEJs utilisés par rapport aux tendances nationales, les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.), le Yukon (Yukon) et le Nunavut (Nunavut) ont notamment enregistré un recours plus élevé aux avertissements verbaux et aux avertissements écrits.

pour ce type de comportement. De plus, il est important de reconnaître l'impact continu de la colonisation sur les peuples autochtones du Canada, dont beaucoup résident dans la région des Prairies, en particulier en ce qui concerne les effets de la marginalisation socioéconomique, des traumatismes et de la violence intergénérationnelle sur les résultats de la vie, qui contribuent à un contact accru avec le système de justice pénale. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter Crimes déclarés par la police dans les régions où la majorité de la population est autochtone, 2018.

[39] Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.), Yukon (Yukon) et Nunavut (Nunavut)

[40] Il est important de noter qu'en raison de la petite taille de la population, les territoires sont plus susceptibles de fluctuer et d'écarter plus sensiblement leurs taux de criminalité et leur IGC que les provinces. Toutefois, ces différences sont moins liées à la gravité de la criminalité qu'au nombre de crimes déclarés (c.-à-d. qu'une proportion plus élevée de crimes moins graves sont déclarés dans les territoires que dans le reste du Canada). (Statistique Canada, 2009) De plus, il est également important de noter le contexte dans les territoires qui tombe sur la responsabilité de la police fédérale et qui desservent principalement les communautés autochtones. En raison de leur composition, les territoires entretiennent des liens plus étroits avec les communautés et les gouvernements autochtones, ce qui comprend certaines communautés autonomes des Premières Nations et le système de gouvernement des Inuits. Il faudrait plus de données et d'information sur les différentes politiques et pratiques dans les territoires pour comprendre leurs répercussions sur les pratiques en matière de mise en accusation et de déjudiciarisation.

5 Discussion

Parallèlement à l'adoption de la LSJPA, il y a eu une diminution globale du volume et de la gravité de la criminalité chez les jeunes. Plus précisément, de 2003 à 2021, le taux de criminalité chez les jeunes a diminué de 72 %, principalement en raison de la baisse des crimes contre les biens, comme le vol de biens de 5 000 $ ou moins, l'introduction par effraction, le vol d'un véhicule à moteur, la possession de biens volés, la fraude, l'incendie criminel, le méfait, ainsi que les infractions relatives aux drogues[41]. De même, l'IGC chez les jeunes a diminué de 61 % au cours de cette période, encore une fois en grande partie en raison de la baisse de l'IGC chez les jeunes sans violence (-78 % au cours de cette période ; -31 % pour l'IGC chez les jeunes avec violence).

La mise en œuvre de la Loi a également entraîné des changements dans les pratiques d'inculpation de la police. Au cours des années précédant l'entrée en vigueur de la LSJPA, la majorité des jeunes qui ont eu des contacts avec la police ont été inculpés (de 63 % à 56 %). À la suite de l'adoption de la LSJPA en 2003, la tendance à l'égard des pratiques policières d'inculpation s'est inversée, moins de la moitié (45 %) de tous les jeunes qui ont eu des contacts avec la police l'ont été, tandis que plus de la moitié (55 %) ne l'ont pas été. Cette tendance est restée plutôt stable de 2003 à 2021 (fin de la période d'étude).

L'utilisation croissante des MEJs prescrites par la LSJPA contribue grandement à ces changements dans la pratique de la mise en accusation policière. En se concentrant sur une période plus récente (2010 à 2021), la présente étude a examiné les tendances de l'utilisation des MEJs à l'étape des services de police, à l'aide des données déclarées par la police recueillies dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) de Statistique Canada. Les résultats ont montré qu'en moyenne, plus de la moitié (54 %) de tous les jeunes qui ont eu des contacts avec la police au cours de cette période n'ont pas été inculpés par la police. Plus précisément, en moyenne, près d'un jeune sur trois (32 %) qui a eu un contact avec la police a été déjudicarisé par des MEJs chaque année de 2010 à 2021, tandis qu'environ un jeune sur cinq (22 %) qui a eu un contact avec la police a été classé par d'autres moyens chaque année. Il y avait des variations dans ces tendances ; la proportion de jeunes déroutés par le biais des MEJs était plutôt stable jusqu'en 2017 (oscillant entre 32 % et 34 %), mais a commencé à diminuer pour atteindre 28 % en 2020 et 2021. La proportion de jeunes classés par d'autres moyens a également fluctué au fil du temps et a commencé à augmenter légèrement en 2015, passant de 20 % à 26 % en 2021.

Ces constatations concordent avec celles d'une évaluation statistique préliminaire des pratiques de mise en accusation par la police à l'égard des jeunes, réalisée en 2005[42], dans le cadre de l'examen des données du Programme DUC sur l'utilisation des accusations policières et l'utilisation des MEJs, de 1986 à 2003. Les auteurs ont noté une réduction substantielle du nombre de jeunes inculpés qui ont eu un contact avec la police, et une augmentation correspondante des MEJs.

Les résultats de la présente étude ont également montré que, de 2010 à 2021, les avertissements verbaux étaient le type de MEJ le plus fréquemment utilisé (64 % de tous les MEJs), suivis des sanctions extrajudiciaires (14 %), puis des avertissements écrits (12 %). Les renvois à un programme

[41] Justice Canada, 2024 ; Moreau, 2022
[42] Carrington et Schulenberg, 2005

communautaire (10 %) étaient les MEJs les moins fréquemment utilisées. Cela concorde également avec des recherches antérieures (Statistique Canada, 2014 La criminalité chez les jeunes au Canada), qui ont révélé que les avertissements verbaux et les avertissements écrits étaient la méthode de déjudiciarisation la plus couramment utilisée à l'époque[43].

Bien que la présente étude n'ait pas examiné les facteurs qui influencent la prise de décisions des policiers en ce qui a trait à l'inculpation et à la déjudiciarisation des jeunes qui auraient eu un comportement délinquant, un regard sur des recherches antérieures fournit des renseignements intéressants à ce sujet. La documentation fait état de quelques facteurs qui peuvent influencer ces décisions, notamment les antécédents criminels et le comportement du jeune[44] ,[45] ainsi que son âge. Des études antérieures ont mis en évidence des différences dans le taux d'inculpation entre les jeunes (c.-à-d. 12 à 15 ans) et les jeunes plus âgés (c.-à-d. 16 à 17 ans), dans le ce sens que la proportion de jeunes qui ont eu un contact avec la police et qui ont été inculpés augmentait avec l'âge[46]. Parmi les autres facteurs qui peuvent influencer la décision des policiers de porter une accusation, mentionnons les caractéristiques des policiers, comme l'âge[47], les années de service[48] et le niveau de scolarité en ce qui a trait à la criminalité chez les jeunes et aux approches[49]. La littérature indique également que la gravité de l'infraction présumée est le facteur le plus influent[50]. Comme nous l'avons déjà mentionné, la LSJPA (2003) préconise l'utilisation des MEJs aux jeunes pour détourner les jeunes des tribunaux et des détentions, principalement pour des infractions moins graves.

Les résultats de la présente étude ont révélé des différences dans l'utilisation des MEJs selon le type d'infraction pour laquelle les jeunes ont eu contact avec la police, et on a finalement constaté que l'utilisation des MEJs était plus courante pour les infractions moins graves, comme les infractions en matière de drogue et les crimes contre les biens. De 2010 à 2021, la moitié (51 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions en matière de drogue ont été déjudiciarisés par les MEJs, qui représente le pourcentage le plus élevé d'utilisation des MEJs parmi tous les types d'infractions, suivie des infractions contre les biens (41 %). En revanche, le quart (25 %) de tous les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison de crimes violents (c.-à-d. le type d'infraction le plus grave) ont été déjudiciarisés par une MEJ, tandis que la moitié (50 %) ont été inculpés par la

[43] *Ibidem*.
[44] Les jeunes qui avaient déjà commis des actes criminels étaient moins susceptibles d'être déjudiciarisés.
[45] Le comportement du jeune a été identifié comme un indicateur de la prise de responsabilité. Les jeunes qui étaient perçus comme ayant une « mauvaise attitude » étaient beaucoup moins susceptibles d'être déjudiciarisés.
[46] *Ibidem*.
[47] Vogt, Cohen et Czeck, 2011 expliquent que des recherches antérieures, bien que dépassées, ont révélé que les policiers plus âgés étaient moins susceptibles de placer des jeunes en détention, et que les policiers plus jeunes avaient tendance à procéder à plus d'arrestations et à être plus agressifs dans leurs interactions avec les civils que les policiers plus expérimentés. Voir aussi Allen, 2005 ; Carrington 1998 ; Carrington et Schulenberg, 2005 ; Doob et Chan, 1982 ; Doob et Cesaroni 2004 ; Marinos et Innocente, 2008 ; Schulenberg et Warren, 2004 ; Sherman, 1980.
[48] Vogt, Cohen et Czeck (2011) expliquent que des recherches antérieures, bien que datées, ont révélé que la durée de service d'un agent (8 ans ou moins) était inversement proportionnelle au fait de faire tout son possible pour « détecter » un crime. Voir aussi Allen, 2005 ; Carrington 1998 ; Carrington et Schulenberg, 2005 ; Doob et Chan, 1982 ; Doob et Cesaroni 2004 ; Marinos et Innocente, 2008 ; Schulenberg et Warren, 2004 ; Sherman, 1980.
[49] Vogt, Cohen et Czeck, 2011 expliquent que des recherches antérieures, bien que désuètes, ont révélé que les policiers spécialisés dans la criminalité chez les jeunes étaient plus susceptibles d'aborder les situations au cas par cas (p. ex. en tenant compte de divers facteurs influant sur le comportement des jeunes), qu'ils étaient plus axés sur la prévention et qu'ils étaient plus susceptibles d'utiliser les MEJs. Voir aussi Allen, 2005 ; Carrington 1998 ; Carrington et Schulenberg, 2005 ; Doob et Chan, 1982 ; Doob et Cesaroni 2004 ; Marinos et Innocente, 2008 ; Schulenberg et Warren, 2004 ; Sherman, 1980.
[50] Vogt, Cohen et Czeck 2011 ; voir aussi Allen, 2005 ; Carrington 1998 ; Carrington et Schulenberg, 2005 ; Doob et Cesaroni 2004 ; Marinos et Innocente, 2008 ; Schulenberg et Warren, 2004 ; Sherman, 1980.

police. Fait intéressant, les MEJs étaient moins utilisées chez les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'autres types d'infractions (moins d'un cinquième ; 18 %) ; Plus des deux tiers (67 %) de ces jeunes ont été inculpés par la police, ce qui représente la proportion la plus élevée de jeunes inculpés pour tous les types d'infractions. Une grande proportion des autres infractions sont des infractions contre l'administration de la justice, y compris des violations précises de la loi lorsque les personnes mises en liberté sous caution ou en probation ne respectent pas les conditions énoncées dans leur mise en liberté (p. ex. défaut de se conformer aux conditions de la mise en liberté, défaut de comparaître devant le tribunal et désobéissance à une ordonnance du tribunal). Il est possible qu'en raison de la participation antérieure de ces jeunes au SJP, la police soit moins encline à utiliser les MEJs.

De plus, les types de MEJs utilisés varient également en fonction du type de comportement délinquant. Par exemple, un pourcentage plus élevé de sanctions extrajudiciaires (c.-à-d. le type de MEJ le plus grave) a été observé chez les jeunes impliqués dans des crimes violents, comparativement aux jeunes impliqués dans d'autres types d'infractions. Le fait qu'une victime aurait subi un préjudice dans des affaires de crimes violents peut expliquer le recours plus élevé aux sanctions, qui peuvent inclure la réparation du tort causé, mais aussi s'aligner sur des considérations relatives à la gravité du comportement délinquant et à la proportionnalité de la peine associée à ce comportement. Enfin, un pourcentage plus élevé d'aiguillages vers un programme communautaire a été observé chez les jeunes qui ont eu un contact avec la police en raison d'infractions en matière de drogue par rapport aux jeunes impliqués dans tous les autres types d'infractions, ce qui peut s'expliquer par la nécessité d'aborder et de traiter les problèmes de consommation de drogues et de substances.

Des recherches antérieures de Statistique Canada (La criminalité chez les jeunes au Canada) fournissent un peu plus de détails sur ces constatations : « En 2014, les infractions plus graves (c.-à-d. celles associées aux peines les plus sévères), comme l'homicide, la tentative de meurtre, l'agression sexuelle (niveaux 2 et 3), les voies de fait graves et le vol qualifié, ont le plus souvent donné lieu à une accusation policière. » Les crimes contre les biens plus graves, comme l'introduction par effraction et le vol de véhicules à moteur, faisaient également l'objet d'une proportion plus élevée d'inculpations. Les infractions moins graves (c.-à-d. celles qui sont assorties de peines mineures) telles que « voies de fait simples, harcèlement criminel, méfait et trouble de la paix étaient moins susceptibles de donner lieu à des accusations »[51].

Les résultats de cette étude ont également révélé des différences dans les types de MEJs utilisés entre les régions rurales et urbaines. De 2010 à 2021, les régions rurales ont eu davantage recours aux avertissements verbaux, aux avertissements écrits et aux sanctions extrajudiciaires que dans les régions urbaines. À l'inverse, les renvois à des programmes communautaires étaient plus susceptibles d'être utilisés dans les régions urbaines jusqu'en 2019. Cela pourrait s'expliquer par la présence accrue des programmes dans les régions urbaines plutôt que dans les régions rurales. Ricciardelli et ses collègues (2017) ont constaté que dans les petites régions rurales, les policiers peuvent connaître des pénuries de personnel, ce qui a une incidence sur leur niveau de participation dans les cas, y compris le moment précoce et efficace des interventions telles que les MEJs. En 2020, cette tendance s'est inversée ; Les régions rurales ont connu une augmentation du nombre d'aiguillages vers des

[51] Allen et Superle 2016

programmes communautaires, tandis que les régions urbaines ont observé une diminution. Dans l'ensemble, les taux de jeunes inculpés et de jeunes déjudiciarisés par les MEJs étaient plus élevés dans les régions rurales que dans les régions urbaines. Toutefois, si l'on examine plus particulièrement les jeunes qui ont eu des démêlés avec la police, les régions urbaines ont observé un pourcentage plus élevé de jeunes déjudiciarisés par des MEJs ainsi qu'un pourcentage plus élevé de jeunes inculpés, tandis que les régions rurales ont observé un pourcentage plus élevé de jeunes classés par d'autres moyens. Les tendances divergentes dans l'utilisation des MEJs peuvent s'expliquer en partie par les différences entre les approches policières rurales et urbaines, où les services de police des régions rurales peuvent être plus susceptibles d'utiliser des approches plus informelles, comme les résolutions communautaires, pour déjudiciariser les jeunes du SJP en raison de divers facteurs, notamment la petite taille de la population, les limites de transport et de déplacement dues à : Par exemple, l'absence d'établissements pour jeunes et de tribunaux à proximité, et la sensibilisation et la compréhension générales des antécédents sociaux et criminels[52]. De plus, les infractions moins graves peuvent être réglées par des règlements municipaux, qui sont plus fréquents dans les régions urbaines et du sud des provinces, plutôt que par le *Code criminel.* Par conséquent, il est possible que les services de police des régions rurales s'occupent de crimes qui seraient autrement traités par des règlements urbains, ce qui aurait une incidence sur le nombre de crimes déclarés par la police dans les provinces[53]. (Cotter, 2025 ; Perreault, 2023)

Aucune différence entre les sexes n'a été observée en ce qui concerne la fréquence et les types de MEJs utilisés chez les jeunes garcons et filles qui entrent en contact avec la police, une constatation appuyée par la littérature antérieure[54].

Enfin, il est important de noter que les changements dans le volume et la gravité de la criminalité, ainsi que l'utilisation connexe des MEJs, peuvent s'expliquer en partie par divers facteurs tels que les changements législatifs (p. ex. la légalisation du cannabis), les contextes sociaux et économiques, les événements et les mouvements[55].

6 Conclusion

Cette étude a été menée dans le but de mieux comprendre dans quelle mesure et de quelle manière les jeunes qui entrent en contact avec la police à la suite d'un incident criminel présumé sont déjudiciarisés du SJP. Plus précisément, l'étude a examiné l'utilisation de divers types de MEJs à l'étape policier (conformément à la partie I de la LSJPA), dans l'ensemble du Canada, de 2010 à 2021, tout en tenant compte des différences entre les régions urbaines et rurales et des types d'infractions.

Les résultats de cette étude appuient la littérature antérieure qui soulignait les changements positifs apportés par la LSJPA, comme le recours à la déjudiciarisation par l'application des MEJs plutôt que par la tenue de procédures officielles plus punitives, comme en témoignent les tendances dans les pratiques d'inculpation de la police. Cette tendance s'est maintenue tout au long de la période qui a suivi l'entrée en vigueur de la LSJPA, alors que moins de la moitié des jeunes qui ont eu un contact

[52] Ricciardelli et coll., 2017 ; voir aussi Carrington et Schulenberg, 2003
[53] Cotter, 2025 ; Perreault, 2023
[54] *Ibidem*.
[55] Justice Canada, 2024

avec la police ont donné lieu à une accusation policière, tandis que les autres jeunes (c.-à-d. plus de la moitié) ont été déjudiciarisés par les MEJs ou ont été classifiés par d'autres moyens. Les résultats de cette étude appuient également les principes de la LSJPA visant à promouvoir la déjudiciarisation, en particulier dans le cas d'infractions moins graves. En ce qui concerne les différents types de MEJs, les avertissements verbaux ont été les plus fréquemment utilisés tout au long de la période d'étude, suivis des sanctions extrajudiciaires ; les renvois à un programme communautaire étaient les MEJs les moins fréquemment utilisés. En examinant les différences entre les régions rurales et urbaines, les données ont montré que tous les types de MEJs étaient plus utilisés dans les régions rurales, à l'exception des aiguillages vers un programme communautaire, qui étaient plus courants dans les régions urbaines jusqu'en 2019.

Cette étude met en évidence la valeur des données sur la délibération avant la mise en d'accusation pour mieux comprendre et suivre les tendances du SJP chez les jeunes. À l'avenir, afin d'appuyer les efforts continus de surveillance du rendement dans ce domaine, le ministère de la Justice fera le suivi du nombre, du pourcentage et du taux de jeunes qui entrent en contact avec la police et qui sont déjudiciarisés avant l'inculpation au moyen du Cadre ministériel des résultats du ministère de la Justice, qui comprend les responsabilités essentielles du Ministère, les résultats qu'il prévoit atteindre et la surveillance de ces facteurs au moyen d'indicateurs de rendement.

Bien que les données sur la déjudiciarisation avant mise en accusation disponibles dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada fournissent des renseignements importants sur la fréquence et l'utilisation des divers types de MEJs au Canada, des données et des recherches supplémentaires et désagrégées seraient utiles pour mieux comprendre les cas où les jeunes qui entrent en contact avec la police sont classés par d'autres moyens. À l'heure actuelle, ces données tiennent compte de diverses circonstances, comme le suicide du jeune, l'internement dans un établissement de santé mentale et la demande de la victime ou du plaignant de ne pas prendre d'autres mesures, pour ne nommer que quelques exemples. Il est donc difficile d'effectuer une évaluation exhaustive des tendances en matière de recours à la déjudiciarisation à l'étape préalable à l'inculpation.

Les recherches et la collecte de données futures devraient également inclure des données sur les MEJs ventilées par identité autochtone, noire et racisée afin de comprendre comment la déjudiciarisation influe sur la surreprésentation des Autochtones, des Noirs et d'autres groupes racialisés dans le SJP des jeunes. Une ventilation supplémentaire des données par catégorie d'âge et par infraction spécifique pourrait également fournir des informations importantes sur les résultats. Des recherches de suivi pourraient également être menées pour examiner les perceptions et les attitudes des professionnels du SJP à l'égard de la décision d'utiliser une MEJ.[56] Enfin, les données et les recherches sur l'utilisation des MEJs pendant les procédures judiciaires officielles (c.-à-d. saisies au moyen des données des tribunaux criminels) seraient également utiles pour mieux comprendre les pratiques de déjudiciarisation à toutes les étapes du SJP.

[56] Certaines recherches ont été menées dans ce domaine, bien qu'elles soient datées, voir Doob et Chan, 1982 ; Doob et Cesaroni 2004 ; Carrington 1998.

Références

Allen, Terrence T. 2005. « Taking a juvenile into custody: Situational factors that influence police officer's decisions ». Journal of Sociology and Social Welfare, 32, 121-129. Retrieved from Academic Search Premier.

Allen, Mary K. et Tamy Superle. 2016. « La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014 ». Statistique Canada, no 85-002-X au catalogue.

Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Statistique Canada. Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données sur les tendances.

Carrington, Peter J. 1998. « Changes in police charging of young offenders in Ontario and Saskatchewan after 1984 ». Canadian Journal of Criminology, 40: 153-164.

Carrington, Peter J. et Jennifer L. Schulenberg. 2005. « L'incidence de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents sur les pratiques policières de mise en accusation des jeunes : Évaluation statistique préliminaire ». Rapport préparé pour le ministère de la Justice du Canada.

Carrington, Peter J. et Jennifer L. Schulenberg. 2003. « Pouvoir discrétionnaire de la police à l'égard des jeunes contrevenants ». Ottawa (Ontario), Rapport préparé pour le ministère de la Justice du Canada.

Cotter, A. (2025). « Les caractéristiques relatives aux crimes déclarés par la police en milieu rural, 2023 : feuillets d'information provinciaux » *Juristat*. Statistique Canada, no 85-002-X au catalogue.

Code criminel, L.R.C. 1985, c C - 46.

DeGusti, Berenice. 2008. « The impact of the YCJA on case flow in Alberta and system response in Calgary ». Prepared for the Alberta Law Foundation by the Canadian Research Institute for Law and the Family.

Doob, Anthony N., and Carla Cesaroni. 2004. "Responding to youth crime in Canada ». Toronto: University of Toronto Press.

Doob, Anthony N., and Janet B. L. Chan. 1982. « Factors affecting police decisions to take juveniles to court ». *Canadian Journal of Criminology* 24: 25-37.

Justice Canada. 2024. « Rapport sur l'état du système de justice pénale : accent sur les jeunes ». Ottawa (Ontario).

Justice Canada. 2013. « La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : résumé et contexte. Résumé et document d'information de la LSJPA ». Ottawa (Ontario).

Marinos, Voula, and Nathan Innocente. 2008. « Factors influencing police attitudes toward extrajudicial measures under the *Youth Criminal Justice Act* ». Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, 50(4), 469-489. doi:10.3138/cjccj.50.4.469

Moreau, Greg. 2022. « Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2021 ». *Juristat*. Statistique Canada, no 85-002-X au catalogue.

Paquin-Marseille, Lysiane et Katherine Higgison. 2022. « Article 19 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Aperçu de l'utilisation des groupes consultatifs au Canada ».

Perreault, S. (2023). « Crimes déclarés par la police dans les régions rurales et urbaines des provinces canadiennes, 2021. » *Juristat*. Statistique Canada, no 85-002-X au catalogue.

Ricciardelli, Rose, Hayley Crichton, Liam Swiss, Dale C. Spencer, and Micheal Adorjan. 2017. « From Knowledge to Action? The Youth Criminal Justice Act and Use of Extrajudicial Measures in Youth Policing ». Police Practice & Research 18(6):599–611.

Schulenberg, Jennifer L., and Deirdre Warren. 2004. « Police discretion with apprehended youth: Assessing the impact of juvenile specialization." Police Practice and Research, 10(3), 3-16.

Semotiuk, Kendell. 2021. « Evaluating the Extrajudicial Measures and Sanctions within the Youth Criminal Justice Act ». Crossing Borders, Vol. 3(1).

Sherman, Lawrence William. 1980. « Causes of police behaviour: The current state of quantitative research ». Journal of Research in Crime and Delinquency, 17, 69-100.

Statistique Canada. 2009. « La mesure de la criminalité au Canada : introduction de l'Indice de gravité de la criminalité et améliorations apportées au Programme de déclaration uniforme de la criminalité ». Statistique Canada, no 85-004-X au catalogue.

Statistique Canada. Tableau 35-10-0177-01 – Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, Canada, provinces, territoires, régions métropolitaines de recensement et Police militaire des Forces canadiennes

Comité directeur sur l'efficacité de la justice et l'accès au système de justice pénale. 2023. « Pratiques de filtrage des accusations et niveaux de preuve de la Couronne au Canada ».

Vogt, Annette, Irwin M. Cohen, and Julie Czeck. 2011. « 'Measuring Up': A Self-Examination of Police receptivity to the Extrajudicial Measures Referral Database ». University of the Fraser Valley.

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, LC 2002, c 1.

Annexe I – Abréviations

IAJ	Infraction contre l'administration de la justice
CCSJSC	Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités
SJP	Système de justice pénale
IGC	Indice de gravité de la criminalité
MEJ	Mesures extrajudiciaires
ESJP	État du système de justice pénale
DUC	Programme de déclaration uniforme de la criminalité
LSJPA	*Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*

Annexe II – Tableaux de données

Tableau 1. Nombre de jeunes accusés déclarés par la police, selon le statut de l'accusé, le type d'infraction et la province ou le territoire, 2010 à 2021.

Province/Territoire	Type d'infraction	2010-2012						2013-2015						2016-2018						2019-2021					
		Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]
Terre-Neuve-et-Labrador	Infractionns violents	908	608	43	13	74	505	837	529	21	1	63	353	814	413	27	4	68	165	675	270	26	7	72	80
	Infractions contre les biens	1,253	1,467	63	20	182	602	914	964	42	16	130	294	716	827	32	38	85	178	295	389	22	4	55	98
	Infractions en matière de drogue	106	124	5	1	20	23	60	131	17	1	9	21	34	88	8	3	3	14	3	9	0	0	0	2
	Autres infractions[1]	875	345	20	3	25	175	807	335	8	0	14	84	774	281	13	2	29	59	608	149	3	2	55	38
Île-du-Prince-Édouard	Infractionns violents	191	137	14	16	15	147	164	49	6	23	10	55	141	34	10	27	13	39	151	23	7	14	12	32
	Infractions contre les biens	485	349	66	89	62	239	305	157	31	45	31	85	174	123	14	33	30	40	68	72	15	20	12	47
	Infractions en matière de drogue	47	37	8	9	6	20	13	25	4	11	3	6	13	25	2	1	3	1	5	0	0	0	0	0
	Autres infractions[1]	152	72	11	5	2	48	119	35	5	8	4	37	80	31	7	8	5	20	76	29	1	6	12	19
Nouvelle-Écosse	Infractionns violents	2,208	910	170	57	162	1,731	1,505	745	85	53	94	876	1,397	507	101	56	77	749	1,051	406	88	33	80	633
	Infractions contre les biens	3,144	1,952	559	212	708	2,622	1,908	1,454	286	115	342	1,350	1,007	883	187	64	228	1,196	444	498	122	31	102	676
	Infractions en matière de drogue	465	331	80	24	136	606	284	283	68	15	51	513	131	202	20	10	32	303	19	10	5	2	7	10
	Autres infractions[1]	2,664	616	112	29	48	885	1,640	515	67	22	36	443	1,251	327	45	19	34	354	571	252	66	4	25	177
Nouveau-Brunswick	Infractionns violents	1,215	514	104	73	122	941	843	414	122	99	122	260	779	322	105	65	173	213	756	220	94	24	158	195
	Infractions contre les biens	2,035	1,195	243	147	401	1,204	1,182	809	209	116	362	370	674	592	142	58	270	217	376	354	99	22	155	205
	Infractions en matière de drogue	246	208	43	17	62	110	130	173	63	38	60	38	73	173	33	11	44	36	30	12	6	1	1	3
	Autres infractions[1]	1,309	213	33	19	21	377	931	225	53	22	47	118	843	182	21	18	30	71	502	75	14	3	31	57

Québec	Infractionns violents	11,158	1,764	0	379	3,095	9,642	9,221	1,104	0	216	2,640	7,744	9,387	776	0	196	3,169	8,335	11,138	780	1	194	2,678	7,519
	Infractions contre les biens	15,100	7,477	0	1,581	5,134	7,612	9,544	4,940	0	968	3,390	5,776	6,372	4,568	0	839	3,070	6,297	4,049	3,152	0	431	1,923	4,026
	Infractions en matière de drogue	5,107	3,696	0	1,566	2,964	2,411	4,129	3,029	0	1,252	2,477	1,923	2,750	2,009	0	983	1,839	1,577	1,064	123	0	19	414	194
	Autres infractions[1]	8,860	297	1	34	503	1,853	6,694	182	0	18	564	1,635	4,983	236	25	31	535	4,160	4,006	570	36	18	434	2,396
Ontario	Infractionns violents	24,345	8,975	2,882	1,266	704	7,245	16,853	6,370	1,788	1,198	563	4,265	17,818	6,491	1,908	1,417	595	4,674	14,167	4,542	1,181	1,123	697	4,192
	Infractions contre les biens	27,753	20,399	7,446	5,381	2,749	12,274	17,392	14,418	3,800	4,497	1,557	8,227	12,638	12,378	3,239	3,665	1,351	7,565	6,823	5,939	1,548	1,627	915	3,903
	Infractions en matière de drogue	7,745	6,884	2,974	1,782	899	2,583	5,075	5,602	1,770	1,517	683	1,887	2,808	3,754	877	737	336	1,366	924	194	42	52	38	128
	Autres infractions[1]	22,733	3,601	1,185	259	250	2,253	14,657	2,861	721	313	190	1,651	12,452	2,288	738	304	166	1,587	6,927	1,429	466	174	162	1,251
Manitoba	Infractionns violents	4,950	1,159	578	40	36	2,588	3,652	1,014	413	41	17	1,955	4,208	1,007	251	27	48	2,026	3,184	776	185	40	99	1,984
	Infractions contre les biens	5,650	2,808	1,041	98	152	3,291	5,222	2,116	794	74	97	2,621	3,428	1,745	421	72	103	2,582	1,711	922	310	45	59	1,856
	Infractions en matière de drogue	684	279	81	10	8	228	534	338	100	3	4	194	289	238	57	2	4	123	111	18	2	0	2	12
	Autres infractions[1]	6,430	1,034	358	15	5	1,557	5,634	911	411	10	2	1,086	5,073	1,181	208	4	18	1,000	2,457	705	131	3	10	821
Saskatchewan	Infractionns violents	4,128	987	251	18	73	3,262	3,593	703	194	21	30	1,852	3,604	586	183	33	26	1,570	3,054	437	137	21	23	1,099
	Infractions contre les biens	11,279	3,491	753	74	476	8,590	8,760	2,273	392	72	246	4,991	5,473	1,801	460	95	225	3,325	2,143	967	230	40	146	1,982
	Infractions en matière de drogue	1,087	297	63	98	49	568	870	310	68	62	32	427	487	227	68	49	9	213	146	20	5	0	0	20
	Autres infractions[1]	14,496	755	294	6	22	2,303	13,152	679	220	8	5	1,357	10,331	664	149	9	8	1,080	5,739	453	124	8	2	780
Alberta	Infractionns violents	7,002	2,360	581	96	133	4,843	5,734	1,919	462	102	81	3,164	5,974	1,683	343	154	90	2,693	5,453	1,362	285	62	175	2,449
	Infractions contre les biens	12,899	6,636	1,169	917	1,360	9,829	9,653	5,002	936	636	751	6,053	6,624	4,332	615	392	533	4,330	3,194	2,817	380	135	397	2,877
	Infractions en matière de drogue	2,160	1,243	231	134	142	843	1,746	1,486	237	133	96	605	909	836	147	43	30	438	228	42	9	0	2	32
	Autres infractions[1]	12,487	2,803	765	56	42	3,241	10,504	1,814	470	52	36	2,216	8,470	1,231	306	47	27	1,673	4,595	682	175	17	48	840

Colombie-Britannique	Infractionns violents	5,211	3,369	204	298	318	1,927	3,773	2,205	95	219	173	1,389	3,482	1,954	77	210	200	1,604	3,519	1,914	63	199	266	2,205
	Infractions contre les biens	5,085	9,735	485	2,222	1,273	4,354	3,084	6,156	193	1,021	841	2,911	2,020	4,769	124	1,024	738	2,809	1,091	3,342	107	459	420	2,505
	Infractions en matière de drogue	1,708	4,369	295	241	193	2,378	1,245	4,188	153	159	128	1,712	671	2,210	31	82	64	1,104	185	291	11	2	9	266
	Autres infractions[1]	5,788	4,955	406	103	117	2,740	3,831	3,233	212	68	61	1,700	3,057	2,296	122	74	67	1,410	1,805	1,883	98	59	71	1,632
Yukon	Infractionns violents	130	42	14	0	5	118	108	84	13	7	5	123	118	78	12	22	14	99	87	61	16	6	9	79
	Infractions contre les biens	129	180	68	17	5	259	129	224	42	20	12	303	94	232	29	29	10	157	25	120	18	18	19	116
	Infractions en matière de drogue	18	35	6	0	1	9	8	23	1	7	2	11	4	44	1	1	0	4	3	1	1	0	0	1
	Autres infractions[1]	201	132	54	5	4	241	223	264	38	3	7	480	115	233	47	33	9	175	43	120	15	0	3	88
Territoires du Nord-Ouest	Infractionns violents	233	198	27	13	16	351	184	117	38	7	16	230	175	106	18	7	8	200	168	62	24	7	13	147
	Infractions contre les biens	369	602	125	61	71	1,051	225	473	139	45	53	547	231	352	80	32	22	433	60	209	42	11	23	262
	Infractions en matière de drogue	55	75	5	2	6	59	23	75	19	2	5	39	11	27	8	0	0	20	9	2	0	0	0	5
	Autres infractions[1]	504	426	69	3	5	555	242	269	60	4	3	229	241	213	45	2	5	189	92	153	24	3	6	109
Nunavut	Infractionns violents	341	138	24	19	11	265	219	130	30	13	6	230	175	117	29	9	10	207	245	79	33	7	9	182
	Infractions contre les biens	567	456	107	94	38	625	287	506	94	98	79	461	234	366	99	70	51	440	127	215	78	31	28	322
	Infractions en matière de drogue	12	19	1	0	1	8	11	24	1	2	1	11	4	12	0	2	0	4	0	0	0	0	1	0
	Autres infractions[1]	196	322	46	3	1	332	113	210	84	5	8	181	111	228	58	6	2	203	44	137	56	12	1	171
Canada	Infractionns violents	62,020	21,161	4,892	2,288	4,764	33,565	46,686	15,383	3,267	2,000	3,820	22,496	48,072	14,074	3,064	2,227	4,491	22,574	43,648	10,932	2,140	1,737	4,291	20,796
	Infractions contre les biens	85,748	56,747	12,125	10,913	12,611	52,552	58,605	39,492	6,958	7,723	7,891	33,989	39,685	32,968	5,442	6,411	6,716	29,569	20,406	18,996	2,971	2,874	4,254	18,875
	Infractions en matière de drogue	19,440	17,597	3,792	3,884	4,487	9,846	14,128	15,687	2,501	3,202	3,551	7,387	8,184	9,845	1,252	1,924	2,364	5,203	2,727	722	81	76	474	673
	Autres infractions[1]	76,695	15,571	3,354	540	1,045	16,560	58,547	11,533	2,349	533	977	11,217	47,781	9,391	1,784	557	935	11,981	27,465	6,637	1,209	309	860	8,379

1. Comprend d'autres *infractions au Code criminel*, aux *lois fédérales* et aux *délits de la route* du Code criminel.

2. Comprend le suicide de l'accusé, le décès de l'accusé (pas le suicide), le décès du plaignant ou du témoin, les raisons indépendantes de la volonté du ministère (politique), l'immunité diplomatique, l'accusé est interné dans un établissement de santé mentale, l'accusé se trouve à l'extérieur du Canada et ne peut être renvoyé, la victime ou le plaignant ne demande aucune autre mesure, l'accusé est impliqué dans d'autres affaires, L'accusé a déjà été condamné et le ministère a le pouvoir discrétionnaire.

Note : Les jeunes accusés comprennent les jeunes accusés âgés de 12 à 17 ans. Les enfants de moins de 12 ans ne peuvent pas être accusés d'une infraction pénale. Les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité (base de données sur les tendances).

Tableau 2. Taux de jeunes accusés déclarés par la police, selon le statut de l'accusé, le type d'infraction et la province ou le territoire, 2010 à 2021.

Province/Territoire	Type d'infraction	2010-2012						2013-2015						2016-2018						2019-2021					
		Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]	Accusation ou accusation recommandée	Avertissements verbaux	Mises en garde écrites	Aiguillage vers un programme communautaire	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	Autres moyens[2]
Terre-Neuve-et-Labrador	Infractionns violents	878.1	588.0	41.6	12.6	71.6	488.4	845.5	534.4	21.2	1.0	63.6	356.6	847.7	430.1	28.1	4.2	70.8	171.8	714.9	286.0	27.5	7.4	76.3	84.7
	Infractions contre les biens	1,211.8	1,418.7	60.9	19.3	176.0	582.2	923.3	973.8	42.4	16.2	131.3	297.0	745.6	861.2	33.3	39.6	88.5	185.4	312.4	412.0	23.3	4.2	58.2	103.8
	Infractions en matière de drogue	102.5	119.9	4.8	1.0	19.3	22.2	60.6	132.3	17.2	1.0	9.1	21.2	35.4	91.6	8.3	3.1	3.1	14.6	3.2	9.5	0.0	0.0	0.0	2.1
	Autres infractions[1]	846.2	333.6	19.3	2.9	24.2	169.2	815.2	338.4	8.1	0.0	14.1	84.9	806.0	292.6	13.5	2.1	30.2	61.4	643.9	157.8	3.2	2.1	58.2	40.2
Île-du-Prince-Édouard	Infractionns violents	585.0	419.6	42.9	49.0	45.9	450.2	541.7	161.9	19.8	76.0	33.0	181.7	466.8	112.6	33.1	89.4	43.0	129.1	467.4	71.2	21.7	43.3	37.1	99.1
	Infractions contre les biens	1,485.5	1,068.9	202.2	272.6	189.9	732.0	1,007.5	518.6	102.4	148.6	102.4	280.8	576.0	407.2	46.3	109.2	99.3	132.4	210.5	222.9	46.4	61.9	37.1	145.5
	Infractions en matière de drogue	144.0	113.3	24.5	27.6	18.4	61.3	42.9	82.6	13.2	36.3	9.9	19.8	43.0	82.8	6.6	3.3	9.9	3.3	15.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	Autres infractions[1]	465.6	220.5	33.7	15.3	6.1	147.0	393.1	115.6	16.5	26.4	13.2	122.2	264.8	102.6	23.2	26.5	16.6	66.2	235.3	89.8	3.1	18.6	37.1	58.8
Nouvelle-Écosse	Infractionns violents	1,153.6	475.4	88.8	29.8	84.6	904.4	851.8	421.7	48.1	30.0	53.2	495.8	814.1	295.5	58.9	32.6	44.9	436.5	610.7	235.9	51.1	19.2	46.5	367.8
	Infractions contre les biens	1,642.6	1,019.8	292.0	110.8	369.9	1,369.9	1,079.9	823.0	161.9	65.1	193.6	764.1	586.9	514.6	109.0	37.3	132.9	697.0	258.0	289.3	70.9	18.0	59.3	392.8
	Infractions en matière de drogue	242.9	172.9	41.8	12.5	71.1	316.6	160.7	160.2	38.5	8.5	28.9	290.4	76.3	117.7	11.7	5.8	18.6	176.6	11.0	5.8	2.9	1.2	4.1	5.8
	Autres infractions[1]	1,391.8	321.8	58.5	15.2	25.1	462.4	928.2	291.5	37.9	12.5	20.4	250.7	729.1	190.6	26.2	11.1	19.8	206.3	331.8	146.4	38.3	2.3	14.5	102.8
Nouveau-Brunswick	Infractionns violents	862.6	364.9	73.8	51.8	86.6	668.1	638.1	313.4	92.4	74.9	92.4	196.8	601.5	248.6	81.1	50.2	133.6	164.5	575.3	167.4	71.5	18.3	120.2	148.4
	Infractions contre les biens	1,444.8	848.4	172.5	104.4	284.7	854.8	894.8	612.4	158.2	87.8	274.0	280.1	520.4	457.1	109.6	44.8	208.5	167.6	286.1	269.4	75.3	16.7	117.9	156.0
	Infractions en matière de drogue	174.7	147.7	30.5	12.1	44.0	78.1	98.4	131.0	47.7	28.8	45.4	28.8	56.4	133.6	25.5	8.5	34.0	27.8	22.8	9.1	4.6	0.8	0.8	2.3
	Autres infractions[1]	929.4	151.2	23.4	13.5	14.9	267.7	704.8	170.3	40.1	16.7	35.6	89.3	650.9	140.5	16.2	13.9	23.2	54.8	382.0	57.1	10.7	2.3	23.6	43.4

Québec	Infractionns violents	700.3	110.7	0.0	23.8	194.2	605.1	626.5	75.0	0.0	14.7	179.4	526.1	647.3	53.5	0.0	13.5	218.5	574.7	727.2	50.9	0.1	12.7	174.8	490.9
	Infractions contre les biens	947.6	469.2	0.0	99.2	322.2	477.7	648.4	335.6	0.0	65.8	230.3	392.4	439.4	315.0	0.0	57.9	211.7	434.2	264.4	205.8	0.0	28.1	125.6	262.9
	Infractions en matière de drogue	320.5	232.0	0.0	98.3	186.0	151.3	280.5	205.8	0.0	85.1	168.3	130.6	189.6	138.5	0.0	67.8	126.8	108.7	69.5	8.0	0.0	1.2	27.0	12.7
	Autres infractions[1]	556.0	18.6	0.1	2.1	31.6	116.3	454.8	12.4	0.0	1.2	38.3	111.1	343.6	16.3	1.7	2.1	36.9	286.8	261.6	37.2	2.4	1.2	28.3	156.4
Ontario	Infractionns violents	824.5	304.0	97.6	42.9	23.8	245.4	601.1	227.2	63.8	42.7	20.1	152.1	635.9	231.7	68.1	50.6	21.2	166.8	499.2	160.1	41.6	39.6	24.6	147.7
	Infractions contre les biens	939.9	690.8	252.2	182.2	93.1	415.7	620.3	514.2	135.5	160.4	55.5	293.4	451.0	441.8	115.6	130.8	48.2	270.0	240.4	209.3	54.6	57.3	32.2	137.5
	Infractions en matière de drogue	262.3	233.1	100.7	60.4	30.4	87.5	181.0	199.8	63.1	54.1	24.4	67.3	100.2	134.0	31.3	26.3	12.0	48.8	32.6	6.8	1.5	1.8	1.3	4.5
	Autres infractions[1]	769.9	122.0	40.1	8.8	8.5	76.3	522.8	102.0	25.7	11.2	6.8	58.9	444.4	81.7	26.3	10.8	5.9	56.6	244.1	50.4	16.4	6.1	5.7	44.1
Manitoba	Infractionns violents	1,682.8	394.0	196.5	13.6	12.2	879.8	1,269.8	352.6	143.6	14.3	5.9	679.8	1,457.3	348.7	86.9	9.4	16.6	701.6	1,096.7	267.3	63.7	13.8	34.1	683.4
	Infractions contre les biens	1,920.7	954.6	353.9	33.3	51.7	1,118.8	1,815.8	735.8	276.1	25.7	33.7	911.4	1,187.1	604.3	145.8	24.9	35.7	894.2	589.4	317.6	106.8	15.5	20.3	639.3
	Infractions en matière de drogue	232.5	94.8	27.5	3.4	2.7	77.5	185.7	117.5	34.8	1.0	1.4	67.5	100.1	82.4	19.7	0.7	1.4	42.6	38.2	6.2	0.7	0.0	0.7	4.1
	Autres infractions[1]	2,185.9	351.5	121.7	5.1	1.7	529.3	1,959.0	316.8	142.9	3.5	0.7	377.6	1,756.8	409.0	72.0	1.4	6.2	346.3	846.3	242.8	45.1	1.0	3.4	282.8
Saskatchewan	Infractionns violents	1,676.4	400.8	101.9	7.3	29.6	1,324.7	1,493.0	292.1	80.6	8.7	12.5	769.5	1,468.7	238.8	74.6	13.4	10.6	639.8	1,190.9	170.4	53.4	8.2	9.0	428.5
	Infractions contre les biens	4,580.3	1,417.7	305.8	30.1	193.3	3,488.3	3,639.9	944.5	162.9	29.9	102.2	2,073.8	2,230.4	733.9	187.5	38.7	91.7	1,355.0	835.7	377.1	89.7	15.6	56.9	772.9
	Infractions en matière de drogue	441.4	120.6	25.6	39.8	19.9	230.7	361.5	128.8	28.3	25.8	13.3	177.4	198.5	92.5	27.7	20.0	3.7	86.8	56.9	7.8	1.9	0.0	0.0	7.8
	Autres infractions[1]	5,886.7	306.6	119.4	2.4	8.9	935.2	5,464.9	282.1	91.4	3.3	2.1	563.9	4,210.1	270.6	60.7	3.7	3.3	440.1	2,237.9	176.6	48.4	3.1	0.8	304.2
Alberta	Infractionns violents	829.4	279.6	68.8	11.4	15.8	573.7	672.8	225.2	54.2	12.0	9.5	371.3	673.3	189.7	38.7	17.4	10.1	303.5	575.9	143.9	30.1	6.5	18.5	258.7
	Infractions contre les biens	1,528.0	786.1	138.5	108.6	161.1	1,164.3	1,132.6	586.9	109.8	74.6	88.1	710.2	746.5	488.2	69.3	44.2	60.1	488.0	337.3	297.5	40.1	14.3	41.9	303.9
	Infractions en matière de drogue	255.9	147.2	27.4	15.9	16.8	99.9	204.9	174.4	27.8	15.6	11.3	71.0	102.4	94.2	16.6	4.8	3.4	49.4	24.1	4.4	1.0	0.0	0.2	3.4
	Autres infractions[1]	1,479.2	332.0	90.6	6.6	5.0	383.9	1,232.5	212.8	55.1	6.1	4.2	260.0	954.6	138.7	34.5	5.3	3.0	188.5	485.3	72.0	18.5	1.8	5.1	88.7

Colombie-Britannique	Infractionns violents	554.9	358.8	21.7	31.7	33.9	205.2	420.5	245.7	10.6	24.4	19.3	154.8	387.1	217.2	8.6	23.3	22.2	178.3	387.5	210.7	6.9	21.9	29.3	242.8
	Infractions contre les biens	541.5	1,036.6	51.6	236.6	135.6	463.6	343.7	686.0	21.5	113.8	93.7	324.4	224.5	530.1	13.8	113.8	82.0	312.2	120.1	368.0	11.8	50.5	46.2	275.8
	Infractions en matière de drogue	181.9	465.2	31.4	25.7	20.6	253.2	138.7	466.7	17.1	17.7	14.3	190.8	74.6	245.7	3.4	9.1	7.1	122.7	20.4	32.0	1.2	0.2	1.0	29.3
	Autres infractions[1]	616.3	527.6	43.2	11.0	12.5	291.8	426.9	360.3	23.6	7.6	6.8	189.4	339.8	255.2	13.6	8.2	7.4	156.7	198.7	207.3	10.8	6.5	7.8	179.7
Yukon	Infractionns violents	1,723.2	556.7	185.6	0.0	66.3	1,564.2	1,485.1	1,155.1	178.8	96.3	68.8	1,691.4	1,588.8	1,050.2	161.6	296.2	188.5	1,333.0	1,132.2	793.9	208.2	78.1	117.1	1,028.1
	Infractions contre les biens	1,710.0	2,386.0	901.4	225.3	66.3	3,433.2	1,773.9	3,080.3	577.6	275.0	165.0	4,166.7	1,265.7	3,123.7	390.5	390.5	134.6	2,113.9	325.4	1,561.7	234.3	234.3	247.3	1,509.6
	Infractions en matière de drogue	238.6	463.9	79.5	0.0	13.3	119.3	110.0	316.3	13.8	96.3	27.5	151.3	53.9	592.4	13.5	13.5	0.0	53.9	39.0	13.0	13.0	0.0	0.0	13.0
	Autres infractions[1]	2,664.4	1,749.7	715.8	66.3	53.0	3,194.6	3,066.6	3,630.4	522.6	41.3	96.3	6,600.7	1,548.4	3,137.2	632.8	444.3	121.2	2,356.3	559.6	1,561.7	195.2	0.0	39.0	1,145.2
Territoires du Nord-Ouest	Infractionns violents	2,033.0	1,727.6	235.6	113.4	139.6	3,062.6	1,810.3	1,151.1	373.9	68.9	157.4	2,262.9	1,738.4	1,052.9	178.8	69.5	79.5	1,986.7	1,617.7	597.0	231.1	67.4	125.2	1,415.5
	Infractions contre les biens	3,219.6	5,252.6	1,090.7	532.2	619.5	9,170.2	2,213.7	4,653.7	1,367.6	442.7	521.4	5,381.7	2,294.6	3,496.6	794.7	317.9	218.5	4,301.2	577.8	2,012.5	404.4	105.9	221.5	2,522.9
	Infractions en matière de drogue	479.9	654.4	43.6	17.5	52.4	514.8	226.3	737.9	186.9	19.7	49.2	383.7	109.3	268.2	79.5	0.0	0.0	198.7	86.7	19.3	0.0	0.0	0.0	48.1
	Autres infractions[1]	4,397.5	3,717.0	602.0	26.2	43.6	4,842.5	2,381.0	2,646.6	590.3	39.4	29.5	2,253.0	2,394.0	2,115.8	447.0	19.9	49.7	1,877.4	885.9	1,473.3	231.1	28.9	57.8	1,049.6
Nunavut	Infractionns violents	2,913.8	1,179.2	205.1	162.4	94.0	2,264.4	1,905.0	1,130.8	261.0	113.1	52.2	2,000.7	1,468.7	982.0	243.4	75.5	83.9	1,737.3	1,901.3	613.1	256.1	54.3	69.8	1,412.4
	Infractions contre les biens	4,844.9	3,896.4	914.3	803.2	324.7	5,340.5	2,496.5	4,401.5	817.7	852.5	687.2	4,010.1	1,963.9	3,071.8	830.9	587.5	428.0	3,692.8	985.6	1,668.5	605.3	240.6	217.3	2,498.8
	Infractions en matière de drogue	102.5	162.4	8.5	0.0	8.5	68.4	95.7	208.8	8.7	17.4	8.7	95.7	33.6	100.7	0.0	16.8	0.0	33.6	0.0	0.0	0.0	0.0	7.8	0.0
	Autres infractions[1]	1,674.8	2,751.4	393.1	25.6	8.5	2,836.9	983.0	1,826.7	730.7	43.5	69.6	1,574.5	931.6	1,913.6	486.8	50.4	16.8	1,703.7	341.5	1,063.2	434.6	93.1	7.8	1,327.0
Canada	Infractionns violents	420.8	143.6	33.2	15.5	32.3	227.7	332.5	109.6	23.3	14.2	27.2	160.2	341.9	100.1	21.8	15.8	31.9	160.6	301.8	75.6	14.8	12.0	29.7	143.8
	Infractions contre les biens	581.8	385.0	82.3	74.0	85.6	356.6	417.4	281.3	49.6	55.0	56.2	242.1	282.3	234.5	38.7	45.6	47.8	210.3	141.1	131.3	20.5	19.9	29.4	130.5
	Infractions en matière de drogue	131.9	119.4	25.7	26.4	30.4	66.8	100.6	111.7	17.8	22.8	25.3	52.6	58.2	70.0	8.9	13.7	16.8	37.0	18.9	5.0	0.6	0.5	3.3	4.7
	Autres infractions[1]	520.4	105.7	22.8	3.7	7.1	112.4	417.0	82.1	16.7	3.8	7.0	79.9	339.8	66.8	12.7	4.0	6.7	85.2	189.9	45.9	8.4	2.1	5.9	57.9

1. Comprend d'autres *infractions au Code criminel*, aux *lois fédérales* et aux *délits de la route* du Code criminel.

2. Comprend le suicide de l'accusé, le décès de l'accusé (pas le suicide), le décès du plaignant ou du témoin, les raisons indépendantes de la volonté du ministère (politique), l'immunité diplomatique, l'accusé est interné dans un établissement de santé mentale, l'accusé se trouve à l'extérieur du Canada et ne peut être renvoyé, la victime ou le plaignant ne demande aucune autre mesure, l'accusé est impliqué dans d'autres affaires, L'accusé a déjà été condamné et le ministère a le pouvoir discrétionnaire.

Note : Les jeunes accusés comprennent les jeunes accusés âgés de 12 à 17 ans. Les enfants de moins de 12 ans ne peuvent pas être accusés d'une infraction pénale. Les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. Les taux sont calculés pour 100 000 personnes âgées de 12 à 17 ans.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité (base de données sur les tendances).

Tableau 3. Nombre et taux de jeunes accusés déclarés par la police, selon le statut de l'accusé, et province et territoire, 2010 à 2021.

Province/ Territoire	Statut de l'accusé	2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
		Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Terre-Neuve-et-Labrador	Accusation ou accusation recommandée	1,088	3,103.7	1,045	3,035.5	1,009	2,974.6	1,000	2,997.6	770	2,337.2	848	2,594.5	817	2,524.1	797	2,488.1	724	2,289.1	731	2,321.4	509	1,617.8	341	1,083.6
	Avertissements verbaux	807	2,302.1	910	2,643.4	827	2,438.0	676	2,026.4	650	1,972.9	633	1,936.7	591	1,825.9	606	1,891.9	412	1,302.6	348	1,105.1	260	826.4	209	664.1
	Mises en garde écrites	59	168.3	42	122.0	30	88.4	40	119.9	28	85.0	20	61.2	34	105.0	15	46.8	31	98.0	16	50.8	13	41.3	22	69.9
	Aiguillage vers un programme communautaire	17	48.5	10	29.0	10	29.5	5	15.0	7	21.2	6	18.4	21	64.9	16	50.0	10	31.6	4	12.7	4	12.7	5	15.9
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	95	271.0	100	290.5	106	312.5	74	221.8	57	173.0	85	260.1	64	197.7	45	140.5	76	240.3	54	171.5	45	143.0	83	263.8
	Autres moyens[1]	536	1,529.0	421	1,222.9	348	1,025.9	290	869.3	260	789.2	202	618.0	203	627.2	139	433.9	74	234.0	85	269.9	42	133.5	91	289.2
Île-du-Prince-Édouard	Accusation ou accusation recommandée	297	2,706.9	285	2,600.6	293	2,733.7	255	2,464.0	191	1,903.3	155	1,567.4	188	1,883.8	121	1,199.4	99	976.5	152	1,450.7	81	746.6	67	610.4
	Avertissements verbaux	201	1,831.9	187	1,706.4	207	1,931.3	105	1,014.6	103	1,026.4	58	586.5	79	791.6	75	743.5	59	582.0	37	353.1	48	442.4	39	355.3
	Mises en garde écrites	32	291.7	31	282.9	36	335.9	15	144.9	18	179.4	13	131.5	10	100.2	14	138.8	9	88.8	7	66.8	5	46.1	11	100.2
	Aiguillage vers un programme communautaire	31	282.5	46	419.7	42	391.9	42	405.8	14	139.5	31	313.5	19	190.4	29	287.5	21	207.1	16	152.7	11	101.4	13	118.4
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	36	328.1	23	209.9	26	242.6	15	144.9	25	249.1	8	80.9	11	110.2	19	188.3	21	207.1	14	133.6	10	92.2	12	109.3
	Autres moyens[1]	190	1,731.7	132	1,204.5	132	1,231.6	89	860.0	55	548.1	39	394.4	31	310.6	36	356.9	33	325.5	34	324.5	25	230.4	39	355.3
Nouvelle-Écosse	Accusation ou accusation recommandée	2,920	4,461.4	2,948	4,623.2	2,613	4,201.5	2,064	3,425.6	1,838	3,128.8	1,435	2,487.7	1,463	2,535.8	1,270	2,220.0	1,053	1,857.5	942	1,657.4	569	990.0	574	993.1
	Avertissements verbaux	1,034	1,579.8	1,242	1,947.8	1,533	2,464.9	1,210	2,008.2	1,025	1,744.8	762	1,321.0	746	1,293.0	704	1,230.6	469	827.3	500	879.7	301	523.7	365	631.5
	Mises en garde écrites	380	580.6	275	431.3	266	427.7	212	351.9	141	240.0	153	265.2	104	180.3	143	250.0	106	187.0	102	179.5	69	120.1	110	190.3
	Aiguillage vers un programme communautaire	153	233.8	84	131.7	85	136.7	53	88.0	69	117.5	83	143.9	49	84.9	58	101.4	42	74.1	37	65.1	16	27.8	17	29.4
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	392	598.9	321	503.4	341	548.3	225	373.4	170	289.4	128	221.9	169	292.9	139	243.0	63	111.1	90	158.4	75	130.5	49	84.8

	Autres moyens[1]	2,124	3,245.2	2,087	3,273.0	1,633	2,625.7	1,228	2,038.1	920	1,566.1	1,034	1,792.6	902	1,563.4	895	1,564.5	805	1,420.0	591	1,039.8	475	826.5	430	743.9
Nouveau-Brunswick	Accusation ou accusation recommandée	2,054	4,263.8	1,524	3,253.2	1,227	2,677.3	1,071	2,397.4	1,059	2,415.9	956	2,193.0	821	1,888.8	726	1,682.6	822	1,916.4	668	1,542.7	514	1,170.0	482	1,091.0
	Avertissements verbaux	592	1,228.9	806	1,720.5	732	1,597.2	596	1,334.1	543	1,238.7	482	1,105.7	542	1,247.0	399	924.7	328	764.7	265	612.0	254	578.2	142	321.4
	Mises en garde écrites	151	313.5	127	271.1	145	316.4	148	331.3	174	396.9	125	286.7	135	310.6	95	220.2	71	165.5	92	212.5	47	107.0	74	167.5
	Aiguillage vers un programme communautaire	32	66.4	64	136.6	160	349.1	96	214.9	124	282.9	55	126.2	55	126.5	66	153.0	31	72.3	18	41.6	9	20.5	23	52.1
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	256	531.4	159	339.4	191	416.8	163	364.9	194	442.6	234	536.8	184	423.3	172	398.6	161	375.4	181	418.0	88	200.3	76	172.0
	Autres moyens[1]	1,232	2,557.4	786	1,677.8	614	1,339.8	294	658.1	265	604.5	227	520.7	177	407.2	210	486.7	150	349.7	198	457.3	139	316.4	123	278.4
Québec	Accusation ou accusation recommandée	13,474	2,457.3	13,324	2,511.6	13,427	2,609.2	11,553	2,307.9	9,502	1,941.9	8,533	1,770.4	8,037	1,669.5	7,831	1,625.5	7,624	1,565.3	8,089	1,625.0	5,852	1,145.6	6,316	1,207.7
	Avertissements verbaux	4,817	878.5	4,457	840.2	3,960	769.5	3,290	657.2	2,951	603.1	3,014	625.3	2,656	551.7	2,747	570.2	2,186	448.8	1,856	372.8	1,186	232.2	1,583	302.7
	Mises en garde écrites	0	0.0	0	0.0	1	0.2	0	0.0	0	0.0	0	0.0	2	0.4	7	1.5	16	3.3	19	3.8	0	0.0	18	3.4
	Aiguillage vers un programme communautaire	1,409	257.0	1,203	226.8	948	184.2	841	168.0	799	163.3	814	168.9	769	159.7	760	157.8	520	106.8	270	54.2	191	37.4	201	38.4
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	4,088	745.5	3,882	731.8	3,726	724.1	3,245	648.2	3,014	615.9	2,812	583.4	3,072	638.1	2,823	586.0	2,718	558.0	2,604	523.1	1,833	358.8	1,012	193.5
	Autres moyens[1]	7,571	1,380.7	7,475	1,409.1	6,472	1,257.7	6,084	1,215.4	5,605	1,145.5	5,389	1,118.1	5,974	1,240.9	7,332	1,521.9	7,063	1,450.1	6,168	1,239.1	3,744	732.9	4,223	807.5
Ontario	Accusation ou accusation recommandée	30,357	3,038.1	27,736	2,812.8	24,483	2,530.6	19,349	2,045.1	17,890	1,921.3	16,738	1,806.6	15,976	1,713.4	15,733	1,684.4	14,007	1,497.3	12,839	1,364.6	8,539	899.8	7,463	787.4
	Avertissements verbaux	14,042	1,405.3	13,280	1,346.8	12,537	1,295.8	10,476	1,107.2	9,804	1,052.9	8,971	968.3	8,737	937.0	9,046	968.5	7,128	762.0	5,926	629.9	3,206	337.8	2,972	313.6
	Mises en garde écrites	5,568	557.2	4,697	476.3	4,222	436.4	2,882	304.6	2,628	282.2	2,569	277.3	2,261	242.5	2,543	272.3	1,958	209.3	1,646	174.9	834	87.9	757	79.9
	Aiguillage vers un programme communautaire	3,008	301.0	2,905	294.6	2,775	286.8	2,521	266.5	2,526	271.3	2,478	267.5	2,176	233.4	2,290	245.2	1,657	177.1	1,724	183.2	680	71.7	572	60.3
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	1,811	181.2	1,537	155.9	1,254	129.6	1,160	122.6	1,051	112.9	782	84.4	806	86.4	787	84.3	855	91.4	794	84.4	481	50.7	537	56.7
	Autres moyens[1]	9,377	938.5	7,888	799.9	7,090	732.8	5,075	536.4	5,147	552.8	5,808	626.9	5,426	581.9	5,222	559.1	4,544	485.7	4,028	428.1	2,753	290.1	2,693	284.1
Manitoba	Accusation ou accusation recommandée	6,256	6,346.8	5,796	5,902.7	5,662	5,813.3	5,126	5,326.1	4,663	4,881.1	5,253	5,482.2	4,687	4,848.7	4,184	4,344.8	4,127	4,308.2	3,309	3,446.3	2,365	2,440.8	1,789	1,836.7

	Avertissements verbaux	1,438	1,458.9	1,415	1,441.0	2,427	2,491.9	1,368	1,421.4	1,540	1,612.0	1,471	1,535.2	1,489	1,540.4	1,495	1,552.5	1,187	1,239.1	899	936.3	738	761.6	784	804.9
	Mises en garde écrites	766	777.1	549	559.1	743	762.9	655	680.6	542	567.4	521	543.7	400	413.8	275	285.6	262	273.5	202	210.4	216	222.9	210	215.6
	Aiguillage vers un programme communautaire	41	41.6	48	48.9	74	76.0	52	54.0	35	36.6	41	42.8	48	49.7	31	32.2	26	27.1	33	34.4	25	25.8	30	30.8
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	52	52.8	66	67.2	83	85.2	42	43.6	37	38.7	41	42.8	53	54.8	71	73.7	49	51.2	65	67.7	64	66.1	41	42.1
	Autres moyens[1]	3,458	3,508.2	2,787	2,838.3	1,419	1,456.9	2,098	2,179.9	1,894	1,982.6	1,864	1,945.3	1,812	1,874.5	2,115	2,196.3	1,804	1,883.2	1,581	1,646.6	1,507	1,555.3	1,585	1,627.2
Saskatchewan	Accusation ou accusation recommandée	10,331	12,435.5	11,159	13,625.2	9,500	11,689.1	9,208	11,456.3	8,767	10,928.4	8,400	10,491.2	7,747	9,522.8	6,918	8,466.2	5,230	6,353.1	4,831	5,783.8	3,416	3,990.4	2,835	3,246.9
	Avertissements verbaux	1,935	2,329.2	1,871	2,284.5	1,724	2,121.3	1,416	1,761.7	1,274	1,588.1	1,275	1,592.4	1,206	1,482.4	1,189	1,455.1	883	1,072.6	771	923.1	514	600.4	592	678.0
	Mises en garde écrites	494	594.6	458	559.2	409	503.2	281	349.6	284	354.0	309	385.9	325	399.5	333	407.5	202	245.4	158	189.2	159	185.7	179	205.0
	Aiguillage vers un programme communautaire	63	75.8	66	80.6	67	82.4	56	69.7	63	78.5	44	55.0	98	120.5	55	67.3	33	40.1	42	50.3	10	11.7	17	19.5
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	259	311.8	176	214.9	185	227.6	119	148.1	100	124.7	94	117.4	119	146.3	75	91.8	74	89.9	88	105.4	45	52.6	38	43.5
	Autres moyens[1]	5,668	6,822.6	5,029	6,140.4	4,026	4,953.7	3,239	4,029.9	2,674	3,333.3	2,714	3,389.7	2,194	2,696.9	2,302	2,817.2	1,692	2,055.3	1,522	1,822.2	1,205	1,407.6	1,154	1,321.7
Alberta	Accusation ou accusation recommandée	12,162	4,315.2	11,675	4,149.9	10,711	3,811.6	9,920	3,519.1	9,053	3,195.8	8,664	3,018.0	7,194	2,459.9	7,451	2,524.1	7,332	2,446.7	6,158	2,005.8	3,754	1,186.3	3,558	1,100.4
	Avertissements verbaux	4,971	1,763.8	4,137	1,470.5	3,934	1,400.0	3,729	1,322.8	3,244	1,145.2	3,248	1,131.4	2,941	1,005.7	2,834	960.0	2,307	769.8	2,059	670.7	1,306	412.7	1,538	475.6
	Mises en garde écrites	942	334.2	883	313.9	921	327.7	781	277.1	733	258.8	591	205.9	483	165.2	483	163.6	445	148.5	329	107.2	254	80.3	266	82.3
	Aiguillage vers un programme communautaire	376	133.4	479	170.3	348	123.8	290	102.9	325	114.7	308	107.3	262	89.6	151	51.2	223	74.4	117	38.1	61	19.3	36	11.1
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	638	226.4	575	204.4	464	165.1	414	146.9	304	107.3	246	85.7	209	71.5	259	87.7	212	70.7	187	60.9	179	56.6	256	79.2
	Autres moyens[1]	7,287	2,585.5	5,989	2,128.8	5,480	1,950.1	4,349	1,542.8	3,943	1,391.9	3,746	1,304.9	3,171	1,084.3	3,110	1,053.5	2,853	952.0	2,367	771.0	1,728	546.1	2,103	650.4
Colombie-Britannique	Accusation ou accusation recommandée	6,919	2,180.4	5,772	1,838.5	5,101	1,657.2	4,523	1,501.5	3,711	1,246.6	3,699	1,239.5	3,260	1,086.1	3,128	1,043.0	2,842	948.7	2,764	919.2	2,034	670.1	1,802	592.9
	Avertissements verbaux	8,496	2,677.4	7,130	2,271.1	6,802	2,209.8	6,003	1,992.8	5,134	1,724.6	4,645	1,556.5	4,166	1,388.0	3,783	1,261.5	3,280	1,094.9	3,023	1,005.4	2,214	729.3	2,193	721.5
	Mises en garde écrites	487	153.5	441	140.5	462	150.1	281	93.3	210	70.5	162	54.3	139	46.3	107	35.7	108	36.1	108	35.9	78	25.7	93	30.6

	Aiguillage vers un programme communautaire	1,070	337.2	922	293.7	872	283.3	601	199.5	471	158.2	395	132.4	484	161.3	521	173.7	385	128.5	330	109.7	197	64.9	192	63.2
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	579	182.5	663	211.2	659	214.1	499	165.7	388	130.3	316	105.9	342	113.9	347	115.7	380	126.8	360	119.7	185	60.9	221	72.7
	Autres moyens[1]	4,019	1,266.5	3,969	1,264.2	3,411	1,108.1	2,961	983.0	2,551	856.9	2,200	737.2	2,254	751.0	2,415	805.3	2,258	753.7	2,640	878.0	2,003	659.8	1,965	646.5
Yukon	Accusation ou accusation recommandée	201	7,811.9	126	5,031.9	151	6,120.8	151	6,296.9	150	6,172.8	167	6,833.1	131	5,318.7	118	4,733.3	82	3,318.5	68	2,712.4	46	1,796.2	44	1,682.0
	Avertissements verbaux	145	5,635.4	122	4,872.2	122	4,945.3	150	6,255.2	171	7,037.0	274	11,211.1	217	8,810.4	163	6,538.3	207	8,377.2	107	4,268.0	92	3,592.3	103	3,937.3
	Mises en garde écrites	53	2,059.9	57	2,276.4	32	1,297.1	25	1,042.5	22	905.3	47	1,923.1	57	2,314.3	27	1,083.0	5	202.3	17	678.1	19	741.9	14	535.2
	Aiguillage vers un programme communautaire	8	310.9	9	359.4	5	202.7	9	375.3	14	576.1	14	572.8	39	1,583.4	8	320.9	38	1,537.8	9	359.0	6	234.3	9	344.0
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	8	310.9	1	39.9	6	243.2	11	458.7	8	329.2	7	286.4	12	487.2	20	802.2	1	40.5	6	239.3	7	273.3	18	688.1
	Autres moyens[1]	230	8,939.0	212	8,466.5	185	7,499.0	240	10,008.3	309	12,716.0	368	15,057.3	146	5,927.7	181	7,260.3	108	4,370.7	119	4,746.7	89	3,475.2	76	2,905.2
Territoires du Nord-Ouest	Accusation ou accusation recommandée	497	12,443.7	382	9,924.7	282	7,794.4	268	7,633.2	208	6,216.4	198	5,987.3	209	6,287.6	246	7,306.2	203	6,013.0	154	4,550.8	97	2,785.8	78	2,216.5
	Avertissements verbaux	579	14,496.7	364	9,457.0	358	9,895.0	327	9,313.6	337	10,071.7	270	8,164.5	222	6,678.7	233	6,920.1	243	7,197.9	177	5,230.5	162	4,652.5	87	2,472.3
	Mises en garde écrites	70	1,752.6	65	1,688.8	91	2,515.2	107	3,047.6	84	2,510.5	65	1,965.5	47	1,414.0	59	1,752.3	45	1,332.9	34	1,004.7	37	1,062.6	19	539.9
	Aiguillage vers un programme communautaire	20	500.8	36	935.3	23	635.7	22	626.6	16	478.2	20	604.8	17	511.4	14	415.8	10	296.2	11	325.1	8	229.8	2	56.8
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	39	976.5	30	779.4	29	801.5	18	512.7	27	806.9	32	967.6	15	451.3	7	207.9	13	385.1	8	236.4	19	545.7	15	426.3
	Autres moyens[1]	729	18,252.4	706	18,342.4	581	16,058.6	389	11,079.5	369	11,028.1	287	8,678.6	272	8,182.9	290	8,613.0	280	8,293.8	236	6,974.0	174	4,997.1	113	3,211.1
Nunavut	Accusation ou accusation recommandée	523	13,170.5	275	7,058.5	318	8,289.9	293	7,644.1	176	4,621.8	161	4,176.4	203	5,209.1	173	4,339.1	148	3,671.5	189	4,555.3	131	3,049.3	96	2,161.7
	Avertissements verbaux	353	8,889.4	301	7,725.9	281	7,325.3	282	7,357.2	272	7,142.9	316	8,197.1	283	7,262.0	251	6,295.5	189	4,688.7	155	3,735.8	148	3,445.1	128	2,882.2
	Mises en garde écrites	64	1,611.7	41	1,052.4	73	1,903.0	75	1,956.7	77	2,022.1	57	1,478.6	50	1,283.0	51	1,279.2	85	2,108.7	76	1,831.8	59	1,373.4	32	720.6
	Aiguillage vers un programme communautaire	55	1,385.0	25	641.7	36	938.5	34	887.0	49	1,286.8	35	907.9	44	1,129.1	27	677.2	16	396.9	27	650.8	6	139.7	17	382.8
	Renvois à un programme de	19	478.5	20	513.3	12	312.8	27	704.4	26	682.8	41	1,063.6	28	718.5	21	526.7	14	347.3	15	361.5	13	302.6	11	247.7

	sanctions extrajudiciaires																						
	Autres moyens[1]	426	10,727.8	436	11,191.0	368	9,593.3	293	7,644.1	339	8,902.3	251	6,511.0	287	7,364.6	271	6,797.1	296	7,343.1	272	6,555.8	177	4,120.1	226	5,088.9
Canada	Accusation ou accusation recommandée	87,079	1,742.6	82,047	1,668.9	74,777	1,550.0	64,781	1,369.7	57,978	1,242.9	55,207	1,188.1	50,733	1,085.1	48,696	1,040.0	44,293	941.9	40,894	859.8	27,907	577.4	25,445	521.9
	Avertissements verbaux	39,410	788.7	36,222	736.8	35,444	734.7	29,628	626.4	27,048	579.8	25,419	547.0	23,875	510.7	23,525	502.4	18,878	401.5	16,123	339.0	10,429	215.8	10,735	220.2
	Mises en garde écrites	9,066	181.4	7,666	155.9	7,431	154.0	5,502	116.3	4,941	105.9	4,632	99.7	4,047	86.6	4,152	88.7	3,343	71.1	2,806	59.0	1,790	37.0	1,805	37.0
	Aiguillage vers un programme communautaire	6,283	125.7	5,897	119.9	5,445	112.9	4,622	97.7	4,512	96.7	4,324	93.1	4,081	87.3	4,026	86.0	3,012	64.1	2,638	55.5	1,224	25.3	1,134	23.3
	Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	8,272	165.5	7,553	153.6	7,082	146.8	6,012	127.1	5,401	115.8	4,826	103.9	5,084	108.7	4,785	102.2	4,637	98.6	4,466	93.9	3,044	63.0	2,369	48.6
	Autres moyens[1]	42,847	857.4	37,917	771.2	31,759	658.3	26,629	563.0	24,331	521.6	24,129	519.3	22,849	488.7	24,518	523.6	21,960	467.0	19,841	417.2	14,061	290.9	14,821	304.0

1. Comprend le suicide de l'accusé, le décès de l'accusé (pas un suicide), le décès du plaignant/témoin, des raisons indépendantes de la volonté du ministère (politique), l'immunité diplomatique, l'accusé est interné dans un établissement de santé mentale, l'accusé se trouve à l'extérieur du Canada et ne peut être renvoyé, la victime/p aucune autre mesure, l'accusé est impliqué dans d'autres affaires, L'accusé a déjà été condamné et le ministère a le pouvoir discrétionnaire.

Note : Les jeunes accusés comprennent les jeunes accusés âgés de 12 à 17 ans. Les enfants de moins de 12 ans ne peuvent pas être accusés d'une infraction pénale. Les taux sont calculés pour 100 000 personnes âgées de 12 à 17 ans.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité (base de données sur les tendances).

Tableau 4. Nombre et taux de jeunes accusés déclarés par la police, selon le statut de l'accusé et la région, 2011 à 2021.

Région		Statut de l'accusé	2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Atlantique	Urbain	Accusation ou accusation recommandées	3,737	4,183.6	3,267	3,702.5	2,609	3,017.9	2,544	2,906.3	2,268	2,610.5	2,187	2,471.2	1,886	2,136.3	1,754	1,994.1	1,675	1,875.7	1,099	1,210.2	925	1,011.8
		Avertissements verbaux	1,168	1,307.6	1,198	1,357.7	887	1,026.0	935	1,068.2	687	790.7	699	789.8	625	707.9	413	469.5	405	453.5	398	438.3	245	268.0
		Mises en garde écrites	251	281.0	236	267.5	243	281.1	188	214.8	186	214.1	149	168.4	142	160.8	128	145.5	99	110.9	57	62.8	95	103.9
		Aiguillage vers un programme communautaire	114	127.6	172	194.9	113	130.7	137	156.5	102	117.4	61	68.9	76	86.1	50	56.8	34	38.1	16	17.6	35	38.3
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	407	455.6	457	517.9	336	388.7	313	357.6	285	328.0	228	257.6	228	258.3	194	220.6	204	228.4	136	149.8	179	195.8
		Autres moyens[1]	2,069	2,316.2	1,809	2,050.1	1,336	1,545.4	1,080	1,233.8	1,028	1,183.2	906	1,023.7	946	1,071.5	784	891.3	647	724.5	485	534.1	447	489.0
	Rural	Accusation ou accusation recommandées	2,065	3,097.3	1,875	2,910.5	1,781	2,864.1	1,314	2,264.4	1,126	1,976.5	1,102	2,003.3	1,028	1,897.1	944	1,768.2	818	1,549.1	574	1,085.7	550	1,040.9
		Avertissements verbaux	1,977	2,965.4	2,101	3,261.3	1,700	2,733.9	1,386	2,388.5	1,248	2,190.6	1,259	2,288.7	1,159	2,138.8	855	1,601.5	745	1,410.9	465	879.5	531	1,005.0
		Mises en garde écrites	224	336.0	241	374.1	172	276.6	173	298.1	125	219.4	134	243.6	125	230.7	89	166.7	118	223.5	77	145.6	130	246.0
		Aiguillage vers un programme communautaire	90	135.0	125	194.0	83	133.5	77	132.7	73	128.1	83	150.9	93	171.6	54	101.1	41	77.6	24	45.4	34	64.3
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	196	294.0	207	321.3	141	226.8	133	229.2	170	298.4	200	363.6	147	271.3	127	237.9	135	255.7	82	155.1	76	143.8
		Autres moyens[1]	1,357	2,035.4	918	1,425.0	565	908.6	420	723.8	474	832.0	407	739.9	334	616.4	278	520.7	261	494.3	196	370.7	257	486.4
Québec	Urbain	Accusation ou accusation recommandées	10,955	2,512.1	11,157	2,618.2	9,677	2,317.2	8,004	1,957.0	7,211	1,781.6	6,912	1,707.4	6,641	1,636.6	6,534	1,587.8	6,771	1,607.2	4,872	1,127.0	5,295	1,196.4
		Avertissements verbaux	3,717	852.3	3,243	761.0	2,724	652.3	2,429	593.9	2,484	613.7	2,204	544.4	2,288	563.8	1,821	442.5	1,635	388.1	942	217.9	1,286	290.6
		Mises en garde écrites	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0	2	0.5	0	0.0	1	0.2
		Aiguillage vers un programme communautaire	964	221.1	778	182.6	675	161.6	638	156.0	666	164.6	650	160.6	603	148.6	413	100.4	196	46.5	135	31.2	152	34.3
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	3,148	721.9	2,943	690.6	2,593	620.9	2,364	578.0	2,270	560.9	2,442	603.2	2,211	544.9	2,243	545.1	2,093	496.8	1,457	337.0	1,520	343.4
		Autres moyens[1]	5,727	1,313.2	4,971	1,166.6	4,703	1,126.1	4,410	1,078.3	4,316	1,066.4	4,883	1,206.2	5,034	1,240.5	4,482	1,089.1	4,079	968.2	2,812	650.5	3,377	763.0

	Rural	Accusation ou accusation recommandées	2,369	2,509.7	2,270	2,565.8	1,876	2,261.3	1,498	1,864.6	1,322	1,711.5	1,125	1,468.9	1,190	1,566.4	1,090	1,442.5	1,318	1,722.8	980	1,248.1	1,138	1,402.7
		Avertissements verbaux	740	783.9	717	810.4	566	682.3	522	649.8	530	686.1	452	590.2	459	604.2	365	483.0	221	288.9	244	310.8	352	433.9
		Mises en garde écrites	0	0.0	1	1.1	0	0.0	0	0.0	0	0.0	2	2.6	7	9.2	16	21.2	17	22.2	0	0.0	14	17.3
		Aiguillage vers un programme communautaire	239	253.2	170	192.2	166	200.1	161	200.4	148	191.6	119	155.4	157	206.7	107	141.6	74	96.7	56	71.3	56	69.0
		Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	734	777.6	783	885.0	652	785.9	650	809.1	542	701.7	630	822.6	612	805.6	475	628.6	511	667.9	376	478.9	429	528.8
		Autres moyens1	1,748	1,851.8	1,501	1,696.6	1,381	1,664.7	1,195	1,487.5	1,073	1,389.1	1,091	1,424.5	2,298	3,024.8	2,581	3,415.7	2,089	2,730.6	932	1,187.0	1,206	1,486.5
Ontario	Urbain	Accusation ou accusation recommandée	23,982	2,706.2	21,320	2,446.4	16,887	1,975.0	15,865	1,876.3	14,598	1,733.1	14,136	1,666.1	14,000	1,646.0	12,486	1,463.0	11,410	1,331.2	7,560	875.4	6,531	757.4
		Avertissements verbaux	11,791	1,330.5	11,043	1,267.1	9,234	1,079.9	8,872	1,049.3	8,071	958.2	7,939	935.7	8,357	982.6	6,547	767.1	5,546	647.0	2,955	342.2	2,733	317.0
		Mises en garde écrites	4,069	459.2	3,594	412.4	2,412	282.1	2,260	267.3	2,169	257.5	1,900	223.9	2,233	262.5	1,751	205.2	1,512	176.4	722	83.6	673	78.1
		Aiguillage vers un programme communautaire	2,792	315.1	2,606	299.0	2,411	282.0	2,417	285.9	2,379	282.4	2,067	243.6	2,142	251.8	1,528	179.0	1,623	189.3	611	70.8	504	58.5
		Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	1,305	147.3	1,053	120.8	988	115.6	851	100.6	636	75.5	557	65.6	668	78.5	682	79.9	702	81.9	394	45.6	458	53.1
		Autres moyens1	6,621	747.1	5,974	685.5	4,391	513.5	4,419	522.6	5,210	618.5	4,949	583.3	4,631	544.5	4,077	477.7	3,608	420.9	2,465	285.4	2,418	280.4
	Rural	Accusation ou accusation recommandée	3,682	3,710.0	3,126	3,278.0	2,444	2,701.1	1,992	2,343.4	2,110	2,523.7	1,786	2,141.6	1,667	2,009.8	1,471	1,805.5	1,384	1,664.2	962	1,144.9	1,006	1,180.4
		Avertissements verbaux	1,482	1,493.3	1,464	1,535.2	1,231	1,360.5	908	1,068.2	882	1,054.9	775	929.3	679	818.6	581	713.1	380	456.9	251	298.7	285	334.4
		Mises en garde écrites	627	631.8	628	658.5	469	518.3	368	432.9	400	478.4	361	432.9	308	371.3	201	246.7	134	161.1	109	129.7	100	117.3
		Aiguillage vers un programme communautaire	113	113.9	169	177.2	110	121.6	109	128.2	99	118.4	108	129.5	147	177.2	129	158.3	101	121.5	69	82.1	84	98.6
		Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	231	232.8	197	206.6	172	190.1	191	224.7	143	171.0	245	293.8	115	138.7	173	212.3	92	110.6	87	103.5	89	104.4
		Autres moyens	1,240	1,249.4	1,074	1,126.2	668	738.3	701	824.7	568	679.4	462	554.0	564	680.0	439	538.8	387	465.4	259	308.2	308	361.4
Prairies	Urbain	Accusation ou accusation recommandée	19,266	5,833.7	17,624	5,281.0	16,670	4,961.0	15,204	4,513.4	15,314	4,478.0	13,103	3,781.3	12,834	3,669.7	12,144	3,432.1	10,281	2,841.6	6,582	1,773.8	5,805	1,532.1
		Avertissements verbaux	4,998	1,513.4	4,653	1,394.3	4,015	1,194.9	3,533	1,048.8	3,655	1,068.8	3,384	976.6	3,426	979.6	2,699	762.8	2,569	710.1	1,569	422.8	1,763	465.3
		Mises en garde écrites	896	271.3	729	218.4	686	204.2	651	193.3	665	194.5	513	148.0	467	133.5	410	115.9	308	85.1	274	73.8	269	71.0

		Aiguillage vers un programme communautaire	487	147.5	381	114.2	286	85.1	344	102.1	322	94.2	317	91.5	176	50.3	221	62.5	121	33.4	56	15.1	36	9.5
		Renvois à un programme de sanctions extrajudiciaires	653	197.7	595	178.3	455	135.4	313	92.9	279	81.6	271	78.2	329	94.1	274	77.4	292	80.7	239	64.4	291	76.8
		Autres moyens1	5,825	1,763.8	4,794	1,436.5	4,027	1,198.4	3,603	1,069.6	3,639	1,064.1	3,128	902.7	3,270	935.0	2,878	813.4	2,570	710.3	1,947	524.7	2,356	621.8
	Rural	Accusation ou accusation recommandée	9,291	7,100.8	8,168	6,502.1	7,538	6,171.5	7,218	5,925.3	6,931	5,746.5	6,480	5,245.6	5,684	4,617.6	4,527	3,663.2	3,998	3,214.4	2,945	2,316.2	2,647	2,047.8
		Avertissements verbaux	2,395	1,830.4	3,350	2,666.8	2,470	2,022.2	2,465	2,023.5	2,284	1,893.7	2,225	1,801.2	2,067	1,679.2	1,647	1,332.8	1,140	916.6	966	759.7	1,171	905.9
		Mises en garde écrites	987	754.3	1,333	1,061.1	1,024	838.4	894	733.9	746	618.5	683	552.9	618	502.1	491	397.3	377	303.1	344	270.5	398	307.9
		Aiguillage vers un programme communautaire	106	81.0	108	86.0	112	91.7	78	64.0	63	52.2	91	73.7	61	49.6	61	49.4	71	57.1	40	31.5	56	43.3
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	157	120.0	134	106.7	120	98.2	128	105.1	101	83.7	110	89.0	76	61.7	58	46.9	48	38.6	49	38.5	45	34.8
		Autres moyens[1]	7,927	6,058.4	6,128	4,878.2	5,611	4,593.8	4,830	3,965.0	4,569	3,788.2	4,005	3,242.1	4,207	3,417.7	3,430	2,775.6	2,854	2,294.6	2,461	1,935.5	2,566	1,985.2
Colombie-Britannique	**Urbain**	Accusation ou accusation recommandée	4,895	1,756.5	4,293	1,567.9	3,844	1,430.8	3,145	1,182.3	3,062	1,145.6	2,774	1,032.0	2,589	963.9	2,437	908.8	2,351	874.5	1,780	656.5	1,596	589.0
		Avertissements verbaux	6,195	2,223.0	5,752	2,100.8	5,048	1,879.0	4,386	1,648.9	3,859	1,443.7	3,513	1,306.9	3,221	1,199.3	2,832	1,056.1	2,535	942.9	1,810	667.5	1,850	682.8
		Mises en garde écrites	371	133.1	386	141.0	226	84.1	172	64.7	127	47.5	94	35.0	81	30.2	83	31.0	73	27.2	53	19.5	51	18.8
		Aiguillage vers un programme communautaire	803	288.2	770	281.2	538	200.3	414	155.6	358	133.9	451	167.8	488	181.7	339	126.4	287	106.8	165	60.9	183	67.5
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	570	204.5	499	182.2	442	164.5	339	127.4	269	100.6	310	115.3	307	114.3	359	133.9	317	117.9	142	52.4	188	69.4
		Autres moyens[1]	3,623	1,300.1	3,048	1,113.2	2,660	990.1	2,287	859.8	1,959	732.9	1,989	740.0	2,177	810.6	1,956	729.4	2,327	865.5	1,711	631.0	1,716	633.3
Colombie-Britannique	**Rural**	Accusation ou accusation recommandée	877	2,486.2	808	2,375.4	679	2,084.3	566	1,786.3	637	2,045.5	486	1,550.4	539	1,721.7	405	1,289.4	413	1,297.4	254	788.9	254	776.4
		Avertissements verbaux	935	2,650.6	1,050	3,086.9	955	2,931.5	748	2,360.7	786	2,523.9	653	2,083.1	562	1,795.1	448	1,426.3	488	1,533.0	404	1,254.8	393	1,201.2
		Mises en garde écrites	70	198.4	76	223.4	55	168.8	38	119.9	35	112.4	45	143.6	26	83.0	25	79.6	35	109.9	25	77.6	35	107.0
		Aiguillage vers un programme communautaire	119	337.3	102	299.9	63	193.4	57	179.9	37	118.8	33	105.3	33	105.4	46	146.4	43	135.1	32	99.4	23	70.3
		Aiguillage vers un programme	93	263.6	160	470.4	57	175.0	49	154.6	47	150.9	32	102.1	40	127.8	21	66.9	43	135.1	43	133.6	41	125.3

		de sanctions extrajudiciaires																					
		Autres moyens[1]	346	980.9	363	1,067.2	301	924.0	264	833.2	241	773.9	265	845.4	238	760.2	302	961.4	313	983.3	292	906.9	312	953.7
Territoires	Urbain	Accusation ou accusation recommandée	154	4,171.2	160	4,470.5	136	3,937.5	139	4,048.9	160	4,553.2	97	2,727.0	125	3,438.8	133	3,636.9	90	2,407.7	50	1,325.2	51	1,325.0
		Avertissements verbaux	171	4,631.6	174	4,861.7	189	5,471.9	218	6,350.1	307	8,736.5	225	6,325.6	177	4,869.3	211	5,769.8	120	3,210.3	93	2,464.9	98	2,546.1
		Mises en garde écrites	73	1,977.2	69	1,927.9	54	1,563.4	44	1,281.7	64	1,821.3	56	1,574.4	31	852.8	15	410.2	19	508.3	17	450.6	15	389.7
		Aiguillage vers un programme communautaire	6	162.5	4	111.8	2	57.9	7	203.9	7	199.2	32	899.6	4	110.0	27	738.3	8	214.0	2	53.0	4	103.9
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	15	406.3	14	391.2	13	376.4	9	262.2	11	313.0	8	224.9	19	522.7	1	27.3	4	107.0	11	291.5	18	467.7
		Autres moyens[1]	328	8,884.1	272	7,599.9	306	8,859.3	345	10,049.5	406	11,553.8	161	4,526.3	184	5,061.9	137	3,746.2	152	4,066.3	111	2,942.0	98	2,546.1
	Rural	Accusation ou accusation recommandée	629	9,592.8	591	9,318.8	576	9,160.3	395	6,421.7	366	6,007.9	446	7,279.3	412	6,632.3	300	4,822.4	321	5,093.6	224	3,386.8	170	2,499.3
		Avertissements verbaux	616	9,394.5	587	9,255.8	570	9,064.9	562	9,136.7	553	9,077.5	497	8,111.6	470	7,566.0	428	6,879.9	319	5,061.9	309	4,671.9	220	3,234.3
		Mises en garde écrites	90	1,372.6	127	2,002.5	153	2,433.2	139	2,259.8	105	1,723.6	98	1,599.5	106	1,706.4	120	1,929.0	108	1,713.7	98	1,481.7	50	735.1
		Aiguillage vers un programme communautaire	64	976.1	60	946.1	63	1,001.9	72	1,170.5	62	1,017.7	68	1,109.8	45	724.4	37	594.8	39	618.9	18	272.1	25	367.5
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	36	549.0	33	520.3	43	683.8	52	845.4	69	1,132.6	47	767.1	29	466.8	27	434.0	25	396.7	28	423.3	26	382.2
		Autres moyens[1]	1,026	15,647.4	862	13,591.9	616	9,796.4	672	10,925.1	500	8,207.5	544	8,878.7	558	8,982.6	547	8,792.8	475	7,537.3	329	4,974.3	323	4,748.6
Canada	Urbain	Accusation ou accusation recommandée	62,989	3,111.7	57,821	2,895.5	49,823	2,532.6	44,901	2,304.6	42,613	2,189.0	39,209	1,999.8	38,075	1,936.1	35,488	1,793.6	32,578	1,627.2	21,943	1,079.5	20,203	985.5
		Avertissements verbaux	28,040	1,385.2	26,063	1,305.1	22,097	1,123.2	20,373	1,045.7	19,063	979.2	17,964	916.2	18,094	920.1	14,523	734.0	12,810	639.8	7,767	382.1	7,975	389.0
		Mises en garde écrites	5,660	279.6	5,014	251.1	3,621	184.1	3,315	170.1	3,211	164.9	2,712	138.3	2,954	150.2	2,387	120.6	2,013	100.5	1,123	55.2	1,104	53.9
		Aiguillage vers un programme communautaire	5,166	255.2	4,711	235.9	4,025	204.6	3,957	203.1	3,834	196.9	3,578	182.5	3,489	177.4	2,578	130.3	2,269	113.3	985	48.5	914	44.6
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	6,098	301.3	5,561	278.5	4,827	245.4	4,189	215.0	3,750	192.6	3,816	194.6	3,762	191.3	3,753	189.7	3,612	180.4	2,379	117.0	2,654	129.5
		Autres moyens[1]	24,193	1,195.2	20,868	1,045.0	17,423	885.7	16,144	828.6	16,558	850.6	16,016	816.9	16,242	825.9	14,314	723.5	13,383	668.4	9,531	468.9	10,412	507.9

	Rural	Accusation ou accusation recommandée	18,913	4,368.0	16,838	4,064.9	14,894	3,755.1	12,983	3,389.6	12,492	3,325.3	11,425	3,038.6	10,520	2,815.0	8,737	2,351.0	8,252	2,200.6	5,939	1,557.3	5,765	1,485.9
		Avertissements verbaux	8,145	1,881.1	9,269	2,237.6	7,492	1,888.9	6,591	1,720.8	6,283	1,672.5	5,861	1,558.8	5,396	1,443.9	4,324	1,163.5	3,293	878.2	2,639	692.0	2,952	760.9
		Mises en garde écrites	1,998	461.4	2,406	580.8	1,873	472.2	1,612	420.9	1,411	375.6	1,323	351.9	1,190	318.4	942	253.5	789	210.4	653	171.2	727	187.4
		Aiguillage vers un programme communautaire	731	168.8	734	177.2	597	150.5	554	144.6	482	128.3	502	133.5	536	143.4	434	116.8	369	98.4	239	62.7	278	71.7
		Aiguillage vers un programme de sanctions extrajudiciaires	1,447	334.2	1,514	365.5	1,185	298.8	1,203	314.1	1,072	285.4	1,264	336.2	1,019	272.7	881	237.1	854	227.7	665	174.4	706	182.0
		Autres moyens[1]	13,644	3,151.1	10,846	2,618.3	9,142	2,304.9	8,082	2,110.1	7,425	1,976.5	6,774	1,801.6	8,199	2,193.9	7,577	2,038.8	6,379	1,701.1	4,469	1,171.8	4,972	1,281.5

1. Comprend le suicide de l'accusé, le décès de l'accusé (pas un suicide), le décès du plaignant/témoin, des raisons indépendantes de la volonté du ministère (politique), l'immunité diplomatique, l'accusé est interné dans un établissement de santé mentale, l'accusé se trouve à l'extérieur du Canada et ne peut être renvoyé, la victime/plaignant ne demande aucune autre mesure, l'accusé est impliqué dans d'autres affaires, L'accusé a déjà été condamné et le ministère a le pouvoir discrétionnaire.

Note : Les jeunes auteurs présumés comprennent les jeunes de 12 à 17 ans. Les enfants de moins de 12 ans ne peuvent pas être accusés d'une infraction pénale. Les taux sont calculés pour 100 000 personnes âgées de 12 à 17 ans.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, base de données sur les tendances.